Fête de coton à Koutiala : Le Président Assimi invite à maintenir le cap

MALI

1061

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 21 MARS 2022

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Mali-CEDEAO

Vers une rupture définitive ?

Fin supposée de la Transition le 25 mars : Le Cadre d'Échange monte au créneau

Réussite de la transition : Les Minianka prient pour le Mali

COVID 19
CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

20 Mars 2022

RESPECTONS
LES MESURES BARRIÈRES

- Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respecter
- Se laver les mains regulièrement
- Tousser ou eternuer dans le coude
- Respecter la distance de sécurité
- Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains
- Eviter de se serrer les mains
- Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

1029

Nouveaux cas confirmés	Nouveaux guéris	Nouveaux décès
05	05	00

Au cours des dernières 24 H

08 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
01 cas graves en soins intensifs
43 suivis à domiciles

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés	Guéris	Décès
30 453	29 598	727

dont 51 font l'objet d'un suivie médical

MALIKILÉ | Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

Sommaire «

P. 13

P. 24

P. 32

/ Une /

Mali-CEDEAO : Vers une rupture définitive ? P. 5

/ Brèves /

En visite dans le cercle de Kati, Moussa Mara : « Nous devons aider les autorités de la Transition à sortir le pays de la crise » P. 13
6 morts dans l'explosion d'une mine : Les victimes étaient dans un bus de transport commun en provenance de Gao P. 13
Nara-opération Kèlètigui 1 : Le Gouverneur témoigne sa satisfaction aux FAMa suite aux efforts consentis P. 13
Le Président de la Transition Assimi Goita à Koutiala : Accueil populaire et historique P. 14
Fête du coton : L'anticipation comme secret du résultat record dans le secteur du coton P. 14
L'ECO : La mise en circulation reportée à l'horizon 2025 P. 15
Transition : Miniankala mobilisé P. 15

/ Actualité /

Forum Mondial de l'Eau : Les enjeux pour le Mali vus par l'IRC-WASH Mali P. 18
Dr. Madou Cissé, Enseignant-chercheur, sur l'avenir du FCFA : « Il faut rompre » P. 19
Fête de coton à Koutiala : Le Président Assimi invite à maintenir le cap P. 21
Conseil d'administration de l'IZSEJB : Placé sous le signe du renouveau P. 23
Maison Z'ELLE : Femme lève-toi pour ta nation P. 24

/ Politique /

Boubou Cissé : Ses velléités présidentielles se seraient-elles estompées ? P. 25
Leadership Féminin pour une Gouvernance Inclusive de la Sécurité dans le Sahel : WANEP s'implique P. 27
Réussite de la transition : Les Minianka prient pour le Mali P. 29
Fin supposée de la Transition le 25 mars : Le Cadre d'Échange monte au créneau P. 30
Leadership et la participation des femmes à la refondation : WANEP-MALI et ses partenaires ouvrent le débat entre les générations P. 32

/ Culture & société /

Femmes et « métiers d'hommes » : Briser les barrières sociales P. 35

/ International /

Gambie : 7 soldats sénégalais libérés par des rebelles de Casamance P. 37
Armée- Vaste offensive de sécurisation et de démantèlement en Casamance : Chronique d'une opération « Karangué » à l'arme lourde ! P. 38

/ Sport /

Football / éliminatoires coupe du monde Qatar 2022 : Voici la liste de Magassouba pour affronter la Tunisie P. 40

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** .....

Le Parena en deuil

Sayon Sissoko n'est plus

Membre du Comité Directeur du Parena et Professeur principal de l'enseignement secondaire à la retraite, le Militant a tiré sa révérence le vendredi 18 mars, levée du corps ce samedi 19 mars à 16 à Chiba Saba, Djalakorodji.
Un militant de 1ère heure du Mouvement Démocratique! Coordinateur des structures du Cnid-association de la Commune 1, Chargé de l'implantation des structures du CNID-parti dans les régions de Sikasso et de Kayes, membre fondateur du Parena, Sayon Sissoko était un militant sincère, humble et désintéressé. Il a toujours cédé sa place aux autres pour la cohésion et l'essor des partis, CNID et PARENA.

Repose en paix, Camarade Sayon!

Camarade Sayon Sissoko : 1954- 2022

Mali-CEDEAO Vers une rupture définitive ?

La énième série de discussions entre le Gouvernement de la transition du Mali et la CEDEAO s'est soldée par un échec patent que le Mali n'essaie même pas d'occulter par une langue de bois diplomatique. Contrairement au Médiateur de la CEDEAO, qui, dans l'attente de livrer la primeur des conclusions au président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat publie un communiqué incolore, inodore et sans saveur « **Au cours de ces consultations, le Médiateur a réitéré la solidarité constante de la CEDEAO avec le Mali et son peuple, ainsi que son engagement à faciliter un accord pour la restauration de l'ordre constitutionnel, conformément aux instruments et décisions pertinents de la CEDEAO et de l'UA. Un tel accord permettra de lever progressivement les mesures prises par la CEDEAO, de même qu'il permettra au Mali de relever les nombreux défis auxquels il est confronté, notamment en matière de sécurité, de gouvernance et de réformes socio-économiques, dans un environnement plus favorable, avec le soutien de la région, de l'UA et de la communauté internationale au sens large. Le Médiateur a réaffirmé sa volonté de continuer à discuter avec les autorités maliennes afin de convenir d'un calendrier de transition acceptable. En outre, le Médiateur a réaffirmé la volonté de la CEDEAO de soutenir le Mali dans la réalisation des aspirations de son peuple à la paix, à la bonne gouvernance et au progrès** ».

Le Gouvernement de la République du Mali, pour ce qui le concerne, a voulu être cash en publiant son communiqué N° 024 daté d'hier « En vue de trouver un compromis entre les aspirations du Peuple Malien et les exigences de la communauté internationale, conformément aux Instructions de SE, le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat, le Gouvernement de la République du Mali a eu des consultations, le vendredi 18 mars et le samedi 19 mars 2022, avec le Médiateur de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), accompagné du Président de la Commission de la CEDEAO et le Comité local de suivi de Transition.

Ces consultations se tiennent à la suite de la note verbale du 26 février de la représentation de la CEDEAO envoyée au Gouvernement du Mali et communiquant une proposition de chronogramme pour une Transition de 12 à 16 mois.

En réponse, le Gouvernement de la République du Mali a déploré le fait que cette proposition de la CEDEAO est essentiellement électoraliste et ne prend pas en compte les aspirations légitimes de réformes politiques et institutionnelles exprimées par le Peuple malien. Il sied de rappeler que suite à la crise politique ayant emmaillé les élections présidentielles de 2018, une mission ministérielle de la CEDEAO a conclu, le 19 Octobre 2018, qu'il est impératif que le Gouvernement et tous les acteurs socio-politiques conviennent, de manière consensuelle, d'entreprendre des réformes courageuses des cadres légaux, y compris la Constitution de février 1992 et du système électoral avant de s'engager dans les prochaines échéances électorales que compte mener le Pays .

Le Gouvernement de la République du Mali a produit et soumis un chronogramme révisé comprenant des actions relatives aux réformes

politiques et institutionnelles, ainsi que des actions détaillées relatives aux élections avec un délai de trente-six (36) mois pour la Transition. Malheureusement, cette proposition n'a pas été acceptée par le Médiateur.

A la suite d'échanges fructueux, aux termes desquels, la pertinence des reformes a été reconnue par la CEDEAO, le Gouvernement a proposé un nouveau délai de vingt-neuf (29) mais que S.E le Colonel Assimi GOITA a, par la suite, dans un effort ultime visant à parvenir à un compromis réaliste et salutaire pour le Mali et la CEDEAO, ramené à 24 mois. Ce nouveau délai incompressible aux yeux des Autorités du Mali n'a pas reçu l'assentiment du Médiateur de la CEDEAO et de sa délégation qui sont restés sur leur position.

Le Gouvernement de la République du Mali regrette cette absence de compromis à ce stade pour une Transition dont l'objectif est de poser les jalons de la Refondation du Mali, puis de mettre en place un nouvel ordre constitutionnel gage de paix de stabilité durable et de bonne gouvernance. Manifestement la CEDEAO n'a toujours pas suffisamment pris en compte la complexité des enjeux auxquels le Mali est confronté et les aspirations profondes de son Peuple déterminé à prendre son destin en mains.

Le Gouvernement de la République du Mali a toujours exprimé et illustré sa bonne foi et sa détermination á trouver une solution consensuelle avec la CEDEAO, en témoigne l'invitation adressée au Médiateur de la CEDEAO pour la

tenue des consultations à Bamako ce week-end. C'est également sur initiative du Gouvernement de la République du Mali qu'un mécanisme de concertation avec la CEDEAO et la Communauté internationale a été mis en place le 9 février 2022. Ce mécanisme a notamment permis de procéder à une évaluation technique conjointe du chronogramme de la Transition au Mali.

Le Gouvernement de la République du Mali, pour sa part, a besoin rapidement d'avancer sur la mise en œuvre des actions prioritaires et urgentes exprimées par son Peuple.

Le Gouvernement de la République du Mali remercie le médiateur pour son engagement et réitère sa disponibilité à poursuivre le dialogue et à trouver une solution avec la CEDEAO et la communauté internationale dans l'intérêt supérieur des Peuples d'Afrique de l'ouest qui souffrent collectivement des conséquences des sanctions illégales, illégitimes et inhumaines prises à l'encontre du Mali.

Que Dieu bénisse le Mali ! ».

Il est à remarquer, à la lecture de ce document, que les atermoiements de la CEDEAO commencent à irriter les autorités maliennes. D'où le rappel que le « Le Gouvernement de la République du Mali, pour sa part, a besoin rapidement d'avancer sur la mise en œuvre des actions prioritaires et urgentes exprimées par son Peuple ». Ce message ne signifie-t-il pas, malgré l'annonce de la « disponibilité à poursuivre le dialogue et à trouver une solution avec la CEDEAO » que le Mali veut tourner la page des interminables palabres et passer à autre chose ?

En clair, ne s'achemine-t-on pas vers une rupture définitive des discussions et un renforcement éventuel des sanctions de la CEDEAO contre le Mali ? Le décryptage du discours du président de la Transition à Koutiala avant-hier samedi, lors de la fête du coton peut le laisser croire. N'a-t-il pas au cours de cette intervention appelé les maliens à la résilience face aux épreuves et aux sacrifices pour la souveraineté et le bonheur des maliens ?

Moctar Sow

Abdoul Momini Bokoum

Suite à la publication d'un poste sur ma page indiquant des liens entre le Bureau de Base du HCME de Côte d'Ivoire et Aiena Ibrahima Camara, je tiens à préciser que le président du HCME Habib Sylla n'est mêlé ni de près ni de loin à cette affaire de déstabilisation des institutions de la transition. A cet effet, je présente mes sincères regrets et mes excuses à M. Habib Sylla et à mes amis sur Facebook et tous ceux qui ont pu lire ce post. Loin de moi toute intention de nuire aux personnes concernées.

NIANG TV

Imam Dicko sort du silence " j'ai décidé de ne pas parler parceque la majeure partie de la population se retrouve dans ce qui se fait"
La coordination des Kel Ansar et alliés ont organisé ce dimanche 20 mars 2022, au Centre international de conférence de Bamako, une cérémonie pour lancer officiellement le pacte social pour une sortie de crise du Mali.
Cette cérémonie était placée sous le haut parrainage de l'Imam Mahmoud Dicko. Prenant la parole, l'imam a répondu à ceux qui l'interpellent à longueur de journée sur son silence par rapport à l'évolution de la situation dans le pays.
"J'aimerais dire aux uns et autres que l'Imam ne parle pas pour deux raisons. L'Imam, après avoir constaté, remarqué et observé que la majeure partie de la population se retrouve dans ce qui se fait par les autorités, même si je ne suis pas d'accord, je respecte ce choix. Constatant le choix de ce peuple, j'ai décidé de ne pas parler", a indiqué l'Imam. La deuxième raison, c'est que l'Imam a décidé d'observer, de méditer sur la situation du pays qui l'interpelle et qui l'inquiète".
Cette cérémonie a également vue la présence de l'ancien Premier ministre, Mohamed AG Hamani, qui a demandé aux autorités de diligenter une mission pour arrêter les massacres et les déplacements dans les régions de Ménaka et du Nord.
MS. Abamako

Oumou Sall Seck

S.E Oumou Sall Seck,@OumouSallSeck invitée de la Commission de la Coopération économique et du Développement du Bundestag(parlementallemand), le 15 mars 2022 . Un échange interactif constructif sur les récents développements politiques , sécuritaires et droits de l'homme et humanitaire au Mali.

King Cherif

Zlatan Ibrahimovic : "Sans manquer de respect à personne, le PSG est né quand le Qatar est arrivé.
Comme futur directeur sportif:
"je viendrai au PSG quand je veux c'est pas eux qui vont m'appeler et je vais remettre de l'ordre.
Il y a quarante joueurs, mais aucun ne veut s'en aller, même s'il ne joue pas, on reste car on est trop bien au PSG, ajoute Ibra. Si j'étais là, tout le monde serait toujours sur le grill.
Parce que si je te paie et que tu ne me rends pas le maximum, tu ne peux pas rester. Ça, c'est la discipline."
L'amour du club
Le roi des punchlines

Mahamadou Diakite

MA PART DE VÉRITÉ :
Ceux qui avaient comme habitude de faire les mauvaises lectures concernant les lourdes sanctions de la CEDEAO contre le Mali ,en traitant ADO et Macky Sall comme des ennemis du Mali et traîter les autres présidents comme nos amis. À travers une sortie fracassante du président Macron ,qui a affirmé haut et fort qu'il donnera des instructions au président de la CEDEAO Nana Ado du Ghana et autres pour sévir . À mon humble avis ,tous ces chefs d'état de l'organisation sous régionale, ont parlé de la même voix pour prendre ces sanctions bibons contre le peuple vaillant du Mali. Parmis eux ,Nul n'est blanc que l'autre !!!

Mars Attaque

Task Force Hydra - Quelque part au-dessus d'Erbil (Kurdistan irakien), il y a quelques jours...
Entrainement à la tombée de la nuit au ravitaillement en vol entre un hélicoptère français H225M Caracal de l'escadron d'hélicoptères 1/67 Pyrénées et un avion américain MC 130 J Commando de l'US Air Force
Une capacité complexe, maitrisée et détenue par l'armée de l'Air française (pilotes, hélicoptères, ravitailleurs, entrainement), que peu d'autres armées maitrisent (moins de 5 dans le monde), pour pouvoir gagner en allonge et en durée lors des missions

Radio Guintan

#Tombouctou: un homme accusé d'espionnage au profit de l'étranger exécuté.
Nous avons appris de sources familiales ce samedi, que le #JNIM a exécuté la condamnation à mort du nommé XY, qui a été enlevé il y a quelques mois à Tombouctou sous l'inculpation d'espionnage pour le compte des renseignements mauritanien et français.

Kop Des Parisiens

Grand MONSIEUR Antoine Kombouaré :
« Moi si j'étais Kylian #Mbappé.. Je suis Parisien et vois que le #PSG n'a jamais remporté la Ligue des Champions, ben je reste à Paris. C'est un défi qu'il s'était lancé en venant à Paris et cela fait cinq ans qu'il est présent au club. Je pense qu'il y a l'équipe et les moyens pour aller chercher cette Ligue des Champions. Ca serait la première et il marquerait de son empreinte l'histoire du club.
S'il y a des proches de lui capables de l'influencer il faut qu'ils aillent dans ce sens-là. J'ai envie de le voir rester, peut-être aussi parce que je suis un amoureux inconditionnel de ce club, mais si j'étais lui, il n'y a pas plus beau cadeau d'offrir la première Ligue des Champions au #PSG, ça serait un cadeau fantastique pour tous les supporters et les amoureux de ce club. Après s'il venait à partir, cela serait une grosse perte et un déception pour le Paris Saint-Germain, mais le PSG s'en remettra car les joueurs sont de passage. »

Bina Sogoba

Le convoi transportant les matériels de Barkane ont été bloqué par la population Nigérienne. Affaire à suivre...

Marissa Coutinho Samake

Les enfants de Kangrouko étudiaient dans les conditions les plus difficiles qu'on ne peuvent imaginer.
Dans un élan de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation, YeahSamake et notre fondation Empower Mali avons procède le vendredi dernier à pose de la Première Pierre d'un nouveau kit scolaire à Kangrouko dans la Commune de Kadiolo.
Cette réalisation est l'œuvre de la Fondation Empower Mali sur financement d'une personne spéciale en la personne de Katie Pierce en collaboration avec les communautés villageoises avec une participation de 20% sur le financement de l'infrastructure.
Cette école est notre 48 ème école construite à travers le Mali et notre 8 ème école dans le seul cercle de Kadiolo.
Les travaux débuteront dans les jours à venir pour la construction de trois salles de classes, une direction, un magasin et deux blocs de six latrines.
Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR

Meilleure École du Sénégal

Aliou Ardo SOW. un milliardaire pas comme les autres, 83 ans d'existence 0 scandale 0 litige. Que des bienfaits.
Tout une cite offerte a ses employés, des mosquées au Sénégal et dans la sous-région, a amené des centaines de personnes à la Mecque, il offrait des bourses d'études annuellement, gérait la dépense de centaine de familles démunies,(chose qui continue même après sa mort), envoyait fréquemment des vivres pour les animaux du parc hann.
Entre autres, il a réfectionné la zawiya de Cheikh Ahmed Tidiane a FEZ.
Il lègue une partie de son héritage à ses employés et a sa famille (frères, sœurs, neveux et nièces) Le tout sans tambour ni trompette. Aux grands hommes la patrie reconnaissante.
LE FONDATEUR DE LA SOCIÉTÉ SAHÉLIENNE DES ENTREPRISES (CSE), CELUI À QUI LA FAMEUSE CITÉ ALIOU SOW DE GUÉDIAWAYE PORTE SON NOM .
L'homme d'affaire Aliou Sow, très peu connu par la jeunesse à cause de sa très grande discrétion s'en est allé. Fondateur de la Société sahélienne des entreprises (CSE), une structure qu'il a piloté lui-même pendant plusieurs années avant de se faire remplacer par son fils Yérim. Créée dans les années 70 par Aliou Sadio Sow, la CSE opère dans l'ingénierie du génie civil, la réalisation des infrastructures routières, l'assainissement au Sénégal et plus généralement en Afrique.
En quarante ans, le regretté Aliou Sadio Sow, a donné de l'ampleur à l'entreprise sénégalaise en diversifiant ses activités.
Sous sa direction, la CSE a notamment construit, à Dakar, les sièges du ministère de la Santé et de la Fondation islamique, l'hôtel Radisson Blu...
Mais son succès, Aliou Sadio Sow le doit aussi à son engagement à l'international, qui lui permet d'asseoir sa zone d'influence sur une grande partie du continent : Mali, Cameroun, Guinée, Sierra Leone et Niger. Durant les années 1980, il décide de diversifier ses activités, se lance dans la finance et devient actionnaire majoritaire (66 % du capital) de la Banque sénégalo-tunisienne. En 2006, il revend sa part au marocain Attijariwafa Bank et effectue au passage une belle plus-value.
Pragmatique, le businessman a toujours su travailler avec les gouvernements qui se sont succédé au Sénégal. Malgré son âge avancé, Aliou Sadio Sow suivait de très près ses affaires, tout en gardant un oeil sur celles de ses enfants, Oumar et Yérim. Le premier a hérité de la présidence de la CSE. Quant à Yérim Sow, patron du groupe Teylium, il se classe aujourd'hui parmi les hommes d'affaires les plus en vue du Sénégal.
Toutefois, même si beaucoup de jeunes ne le connaissaient pas, ils ont certainement entendu parler de la fameuse cité à Guédiawaye qu'il a offert à ses employés, dans la capitale sénégalaise et qui porte son nom ; «Cité Aliou Sow».

Larmes des pauvres

#Avis à tous mes followers, Je suspends temporairement mes publications à cause de ma vulnérabilité au terrorisme. Infinis remerciements à tous ceux qui accordent et portent confiance/intérêt à ce compte

Walid Le Berbère

#Algerie Ce 20/03/2022, Attaque contre une position de l'armée algérienne entre Timiouine et Talahandak non loin frontière Algero-Malienne. Plusieurs morts signalés...

Dr Djamila Ferdjani

Il est normal de se tromper, il est normal d'échouer, car au bout du compte, nous ne sommes que des humains. Mais parce que nous sommes des humains, il n'est pas acceptable de se laisser abattre...

Car chacun de nous est doté du pouvoir d'apprendre, de se relever et de continuer.

Colonel Assimi GOITA

Je remercie la population de Koutiala pour l'accueil chaleureux à l'occasion de ma visite dans la capitale de l'or blanc. Ensemble Nous restons engagés à donner au Mali sa place de leader en matière de production cotonnière en Afrique.

Samba Gassama General

Si j'étais chef d'état de la CEDEAO je serai mal à l'aise devant ce discours de Macron qui dit clairement que c'est lui qui donne des consignes à la CEDEAO pour sanctionné le Mali et qu'il va encore le faire. Décidément la CEDEAO n'a pas d'hommes d'états.

Abdoul MBAYE

Macron annonce qu'il va demander au Pdt de la Cedeao de prendre les décisions idoines contre le Mali qui a arrêté l'activité d'une partie de la presse française. Autre ordre important à donner: exiger de faire mettre fin au parrainage au Senegal.France ordonne, Cedeao exécute !!!

Gouvernement du Mali

VISITE DE PRISE DE CONTACT DU MINISTRE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA PROTECTION CIVILE DANS LA RÉGION DE KOUTIALA

DES MESSAGES À LA HAUTEUR DE LA MOTIVATION FORTE DES HOMMES SUR LE TERRAIN

Le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général de Brigade Daoud Aly MOHAMMEDINE a bouclé, le vendredi 18 Mars 2022, ses visites de prise de contact avec les forces de sécurité dans certaines Régions du pays. La région de Koutiala fût la dernière étape d'une tournée qui l'a conduit successivement dans les régions de Ségou et de San. Dès son arrivée l'après-midi du vendredi à Koutiala, le Général de Brigade Daoud Aly MOHAMMEDINE a sacrifié à la tradition en rendant une visite de courtoisie au DIAMANA-TIGUI ainsi qu'à l'Imam de la grande mosquée de Koutiala. La visite des différentes unités des forces de sécurité meublera, le reste de l'après-midi l'agenda du Ministre et sa délégation. La Direction régionale de la Police nationale fût la première unité à recevoir le Général de Brigade Daoud Aly MOHAMMEDINE. Le Contrôleur Général de Police Khady DIALLO, la Directrice régionale, assistée du Commissaire Divisionnaire Yamadou GOUMANÉ ont fait part au Ministre de leurs conditions de travail et souligner quelques doléances. Même exercice au niveau de la Brigade Territoriale tenue par le Sous-Lieutenant Sidiki DAOU, et en présence du Colonel Cheick Oumar N'DIAYE, Commandant de la région de Gendarmerie de Sikasso. À la Garde nationale c'est le Capitaine Mohamed S. KÉÏTA, et le Commandant Mamadou Tieman NIARÉ qui ont entretenu le Ministre de leurs préoccupations. La Protection Civile sera la dernière étape de la visite du Ministre. A ce niveau, la charge est revenue au Lieutenant-Colonel Sapeur Pompier Aissata MAÏGA, la Directrice régionale, d'informer le Général de Brigade Daoud Aly MOHAMMEDINE de ses conditions de travail et de ses doléances. Comme partout où celui-ci est passé, depuis le debut de ses visites de prise contact, l'accent a surtout été mis sur la cohésion, la synergie d'action, le renforcement des liens de confiance entre les forces de sécurité et les populations, au regard du rôle majeur de celles-ci dans le renseignement. Le Ministre a également insisté sur le professionnalisme des hommes dans l'accomplissement de leur devoir régalien de protection des personnes et de leurs biens ainsi que dans la défense opérationnelle du territoire.

cotisations sociales

Une cotisation payée est la garantie d'un droit certain

L'INPS au service des assurés sociaux

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

www.inps.ml

Email :inps@inps.ml

INPS.Mali

@INPS_Mali

En visite dans le cercle de Kati, Moussa Mara : « Nous devons aider les autorités de la Transition à sortir le pays de la crise »

L'ancien Premier ministre malien, Moussa Mara a demandé à la population d'apporter son soutien à la junte au pouvoir, après avoir renversé le défunt Président IBK. Face à la pression occidentale et aux sanctions économiques infligées au mali, Moussa Mara a appelé les Maliens à apporter leur soutien aux autorités de transition.
Il a lancé cet appel lors de son passage à Gabakôrô Droit dans le cercle de Kati, dans le centre du pays, où il a eu à discuter avec les forces de ladite commune. "L'objectif de ma venue chez vous est de connaitre les préoccupations des uns et des autres afin de les faire savoir aux dirigeants actuels du pays, dans le but de trouver ensemble des solutions idoines. Concernant les questions relatives à la transition, il a invité tous les Maliens à soutenir les autorités actuelles pour le bien de tous et la stabilité du Mali. « Nous devons aider les autorités de la transition afin de sortir le pays dans la situation à laquelle notre pays est plongé. On le fait pour nous même »", a-t-il dit. Toutefois, l'ex-Premier ministre a tenu à préciser que sa visite ne s'inscrivait pas dans le cadre d'une campagne électorale, mais plutôt un moyen pour être auprès des populations des zones reculées oubliées depuis l'indépendance à nos jours par beaucoup d'acteurs politiques. Depuis le 9 janvier, le Mali est soumis à un embargo économique qui limite les échanges commerciaux avec ses partenaires de la Cédéao aux seuls biens de première nécessité. Une situation qui affecte lourdement l'économie du pays, mais également celle de ses plus proches partenaires. Il est reproché aux autorités de transition de ne pas avoir tenu leurs engagements quant à l'organisation d'élections.

Source : koaci.com

Nara-opération Kèlètigui 1 : Le Gouverneur témoigne sa satisfaction aux FAMa suite aux efforts consentis

Le Gouverneur de la région de Nara, le Colonel Amara Doumbia, à la tête d'une forte délégation, a rendu une visite de courtoisie au GTIA KELETIGUI 1 basé au camp militaire Colonel Mohamed Ould Issa de Nara, le vendredi 18 mars 2022. A son arrivée, il a été accueilli par le commandant dudit GTIA, le colonel Boubacar Yassanry Sanogoh et son adjoint, avec tous les honneurs dus à son rang.

6 morts dans l'explosion d'une mine : Les victimes étaient dans un bus de transport commun en provenance de Gao

Six personnes ont été tuées, samedi, dans l'explosion d'un bus de transport en commun qui a heurté sur un engin explosif improvisé, sur l'axe Konna-Sevaré, dans le centre du Mali, a-t-on appris de sources concordantes. "Je confirme. Un de nos bus de transport a sauté une mine ce samedi. Malheureusement, nous déplorons six morts, tous des hommes, ainsi que des blessés graves et légers, admis à l'hôpital Sominé Dolo de Sévaré", a déclaré à l'Agence Anadolu, Madou Coulibaly, un responsable de Nour Transport Voyageur. Contacté par l'Agence Anadolu, Oumar Guindo, directeur de l'Hôpital Sominé Dolo de Sévaré a indiqué avoir reçu au moins 8 blessés. Le ministère des Transports et des Infrastructures du Mali n'a pas communiqué sur l'incident survenu ce samedi entre Denga-Ouro et Takoutala sur la route de Konna-Sevaré. Depuis 2012, le Mali est confronté à une crise sécuritaire alimentée de revendications séparatistes et d'attaques terroristes, notamment dans le nord et le centre du pays.

Source : aa.com.tr

Le Gouverneur était accompagné à cet effet par plusieurs responsables de la ville de Nara notamment : les sous-préfets des différents cercles, le 1er Vice-président du Conseil de cercle, M. Yacouba Kéita, le 1er adjoint du Maire de la Commune de Nara, M. Zakhani Goundourou.
L'objectif de cette visite pour le gouverneur était de venir témoigner sa reconnaissance et sa satisfaction aux hommes du GTIA KELETIGUI 1 qui, par leur courage et leur abnégation, constituent un rempart contre le terrorisme et donnent aux paisibles populations leur quiétude d'antan.

Source : Forces Armées Maliennes

Le Président de la Transition Assimi Goita à Koutiala : Accueil populaire et historique

Le Président de la Transition, chef de l'Etat, Son Excellence le col Assimi Goita, a répondu favorablement à l'invitation des producteurs agricoles en prenant part, ce samedi 19 mars 2022 à Koutiala, à la Fête du Coton. Le Mali retrouve sa place de leader sur le continent à travers une production record de plus de 760.000 tonnes au titre de la campagne 2021-2022. Prouesse qui a été possible grâce à la décision du Chef de l'Etat de maintenir la subvention des intrants agricoles, l'augmentation du prix du coton-graine qui est passé de 250 à 280 FCFA entre autres. Assimi bienvenue dans la capitale de l'or blanc", " Assimi merci pour l'augmentation du prix d'achat du coton-graine', c'est entre autres, ce qu'on pouvait lire sur les pancartes.

Les populations de Koutiala, sorties massivement, ont réservé un accueil à la hauteur de l'attention que le Président leur témoigne ce samedi 19 mars 2022 en prenant part à la fête du coton. Debout, depuis l'espace ouvert à l'arrière de son pick-up, le Chef de l'Etat tenait à remercier les populations de Koutiala, en allant au contact d'une région qui lui voue tant d'admiration pour ses efforts. Reconnaissance mutuelle donc entre un Chef d'Etat et une région qui ont en commun le retour du grand Mali. Retour qui s'est matérialisé hier par la montée en puissance des FAMa, aujourd'hui par celle de la filière coton que tout le Mali célèbre aujourd'hui dans la capitale de l'Or blanc, Koutiala.

Présidence de la République du Mali

Fête du coton : L'anticipation comme secret du résultat record dans le secteur du coton

Le Mali ne cessera jamais de surprendre ses détracteurs et les plus sceptiques. Comme le dit si bien l'adage : " Gouverner c'est prévoir ". C'est fort de cette logique que le ministre de l'Économie et des Finances, sous l'impulsion du Président de la Transition, avait, depuis 2020, réussi à mettre en confiance les acteurs clés du secteur du coton au Mali en épongeant des arriérés de 87 milliards. Il s'agit bien des banques, des producteurs et des fournisseurs d'intrants.

Par ce geste inédit, les autorités de la Transition venaient de booster de manière jamais égalée le secteur moteur de l'Économie malienne. A ces arriérés épongés, viennent s'ajouter d'autres mesures déterminantes comme celle du maintien de la subvention des intrants par l'État, à 11 000 FCFA, soit un coup financier de 24 milliards, auxquelles s'ajoute la mesure incitative de rehaussement du prix du kilogramme du coton graine de 250 à 280 CFA, soit un coût de 16 milliards. C'est fort heureusement, la combinaison de toutes ces stratégies qui auront permis d'atteindre le résultat record de 760 000 tonnes de coton au titre de l'année 2021- 2022, contre une performance moindre de seulement 150 000 tonnes lors de la campagne précédente. Quelle preuve de résilience !

Cela a bien étonné plus d'un dans l'espace CEDEAO et même au-delà, surtout les "plus grands spécialistes des finances" qui théorisaient déjà sur l'agonie économique du Mali et donc son écroulement sous le poids des sanctions qui lui ont été injustement infligées. Triompher de l'adversité dans la communion collective. C'est cela le Génie malien !

Source : Présidence de la République du Mali

L'ECO : La mise en circulation reportée à l'horizon 2025

Annoncée pour 2020, la mise en circulation de l'Eco, la nouvelle monnaie unique de la CEDEAO a été encore reportée à l'horizon 2025.

29 juin 2019. Les chefs d'Etat de la CEDEAO adoptent à Abuja, au Nigeria, l'Eco, comme nom de la nouvelle monnaie unique commune aux 15 Etats de la CEDEAO.
La nouvelle monnaie qui remplacera le F CFA, et d'autres, devrait être mise en circulation l'année d'après. Un processus qui tarde à voir le jour, trois ans après la tenue de la conférence d'Abuja.
La mise en œuvre de l'Eco a été reportée à l'horizon 2025, en raison des difficultés financières créées par la Covid-19, explique Moussa Mara, expert-comptable. A ses dires, « la situation financière de tous les Etats s'est détériorée. Il faut un minimum pour aller vers une monnaie unique. La question importante est de savoir si les efforts à fournir par chaque Etat, au titre de chaque année, sont effectivement fournis ».
Pour la création de l'Eco, des principaux critères de convergence ont été définis par la CEDEAO : une inflation à moins de 10 %, le déficit budgétaire à moins de 3% du PIB et la dette inférieure à 70% du PIB.
De l'avis de Moussa Mara expert-comptable agréé et ancien Premier ministre, il faudra des efforts importants, notamment de la part des Etats non membres de l'UEMOA, pour le respect de ces critères de convergence. « Comme ce sont ces Etats qui ont le plus de poids, il faut particulièrement suivre leur situation financière. La question du taux d'inflation et des déficits budgétaires est particulièrement importante », a insisté l'expert-comptable. Cependant, est-ce que l'Eco peut offrir les conditions de stabilité monétaire que le F CFA ?
Il faut pour ce faire que sa gestion soit aussi rigoureuse que celle du F CFA, conseille l'interlocuteur. Il rappellera que « la trop grande rigueur crée aussi des effets pervers tels que la rareté des crédits, une surévaluation de la monnaie qui pénalise les exportations... Donc il faut une gestion rigoureuse, mais qui permette à la monnaie de soutenir l'économie s'il y a lieu », soutient Moussa Mara.
L'expert-comptable n'est pas d'avis d'arrimer l'Eco à une monnaie, « surtout, dit-il, si celle-ci est trop forte ». « Il faut le lier peut être à plusieurs monnaies situées dans des zones différentes et ayant des objectifs différents », répond M. Mara. « Ces monnaies doivent être celles des pays ayant le plus de relations avec les pays utilisant l'Eco ».

Kadiatou Mouyi Doumbia / Source : Mali Tribune

Transition : Miniankala mobilisé

Le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga a participé jour à la prière du vendredi à MORIBILA. Cette grande prière organisée par le Miniankala a été précédée d'une forte mobilisation ponctuée de message de soutien et de bénédictions pour la réussite de la Transition.

Tour à tour, le Chef de village de Moribila, de Bla de San de Koutiala, de Yorosso, les représentants des confessions religieuses, les cotonculteurs de Miniankalla ont réaffirmé leur soutien aux Autorités de la Transition et ont prié pour la réussite de la Transition.
Le Médiateur de la République Mme Sanogo Aminata Mallé.e Premier ministre a rassuré la communauté pour son initiative. Les messages envoyés ici seront transmis à qui de droit. Choguel Kokalla à également réaffirmé la détermination des autorités de la Transition à poursuivre les efforts en vue de restaurer au Mali son honneur, sa dignité et sa souveraineté. Le Centre de gravité du pouvoir de la Transition est le peuple a fait remarquer le Premier ministre. Cette vision est celle du Président de la Transition qui rappelle à toutes les réunions.
La Transition à conclu le Premier ministre a toutefois besoin.de deux choses: le soutien et les bénédictions marraine de l évènement à joint sa voix à celle de la communauté pour une Transition réussie.

Source : Primature du Mali

Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (MJDH)

APPEL A CANDIDATURE

L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) et le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (MJDH), dans le cadre du Programme conjoint d'Appui à la Lutte contre la corruption, la délinquance financière et l'enrichissement illicite au Mali (LucCEI) recrutent **un coordinateur** pour l'animation d'ensemble, l'assurance qualité et l'interface entre l'Ambassade du Royaume des Pays Bas au Mali et les structures de mise en œuvre du programme.

POSTE ET MISSION

Les responsabilités spécifiques du/ de la coordinateur/ trice sont :

1. **Assurer la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des stratégies et activités du projet ;**
   - Appuyer les cellules de planification, de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des activités du Ministère de la justice et de l'OCLEI dans l'élaboration de leurs Plans d'Opération Annuelle et les chronogrammes d'activités avec comme référence le document de base du projet ;
   - Coordonner l'élaboration ; la soumission conjointe et la mise en œuvre du plan de travail annuel, des budgets et des rapports d'activités du Ministère et de l'OCLEI ;
   - Mettre en place avec les Cellules du Ministère et de l'OCLEI un système de suivi évaluation,
   - Appuyer l'élaboration des TDR en rapport avec les activités du programme ;
   - Produire les différents rapports du projet en tenant compte des résultats du suivi-évaluation ;
   - Préparer les réunions du comité de pilotage du projet, assurer le secrétariat et veiller à l'application des décisions et recommandations dudit comité ainsi que la prise en compte de celles des partenaires techniques et financiers appuyant le projet ;
   - Participer aux différentes évaluations et études du projet ;
   - Tenir un système de classement approprié de la documentation du projet ;
2. **Contribuer à la gestion administrative, budgétaire, financière et comptable de la mise en œuvre du projet ;**
   - Travailler en étroite collaboration avec les différentes structures partenaires (MJDH, OCLEI, services centraux, société civile etc) pour la préparation et le suivi de la mise en œuvre des budgets annuels conformément aux calendriers des donateurs :
   - Coordonner l'élaboration conjointe des demandes annuelles de fonds conformément aux plans et aux budgets approuvés ;
   - Coordonner la réorientation, au besoin les révisions budgétaires ; s'assurer que la gestion financière et comptable des activités du projet est effectuée en conformité avec les règlementations nationales et les accords pris avec les bailleurs de fonds ;
   - Coordonner les audits annuels du projet (élaboration des TDR, recrutement des prestataires, supervision du processus, etc).
3. **Assurer la Représentation du projet**
   - Représenter le projet LucCEI au besoin auprès des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux, des bailleurs de fonds et d'autres agences ;
   - Assurer que les cellules de planification, de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des activités du Ministère et de l'OCLEI sont régulièrement informées et représentées dans les réunions des partenaires et autres acteurs du projet ;
   - Effectuer les visites régulières de terrain auprès des partenaires et acteurs et intégrer les expériences acquises au niveau du projet.

QUALIFICATION ET PROFIL DU CANDIDAT

Le coordinateur doit être de nationalité malienne ou établi au Mali. Par ailleurs, il doit remplir les critères ci-après :

- Etre titulaire d'un diplôme universitaire (BAC+5) dans les domaines suivants : sciences sociales, Droits, Economie/Finances, gestion de projet, etc.
- Avoir au moins 5 ans d'expérience dans la coordination/gestion des projets de développement, notamment dans la gestion de programme pluridisciplinaire
- Avoir au moins 5 ans d'expérience de travail dans un poste de responsabilité dans le secteur public ou privé, de préférence dans un contexte de financement extérieur ;
- avoir des expériences dans la mise en œuvre des projets de renforcement des capacités des acteurs de la Justice, des structures de contrôle, des ONG et de la société civile ;
- avoir une bonne connaissance des problématiques des droits humains, de la justice, de la lutte contre la corruption

Constituent un atout :

- L'expérience dans un organisme de lutte contre la corruption, la délinquance financière et l'enrichissement illicite ;
- Je travail dans une ambassade ou une organisation internationale ;

CONDITIONS REQUISES

- Connaitre l'environnement des droits humains et de la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite aux plans national, régional, sous régional et international ;
- Avoir une bonne connaissance de l'administration publique malienne ;
- Être apte à travailler sous pression ;
- Être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;
- Avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite ;
- Avoir un esprit d'équipe et l'esprit critique ;
- Avoir une intégrité morale et un sens d'éthique et de la déontologie :
- Être rigoureux dans le travail et avoir le sens du respect du supérieur hiérarchique et de ses collaborateurs:
- Maitriser l'outil informatique

DUREE DU CONTRAT DU COORDINATEUR

Le contrat est conclu pour la durée du programme.

OBLIGATIONS DU PROGRAMME

Le programme mettra à la disposition du Coordinateur l'ensemble des documents, dossiers et outils appropriés et nécessaires à l'exécution de sa mission. Il mettra également à sa disposition un bureau avec des équipements nécessaires pour assurer une bonne prestation de service. Une évaluation de la performance sera faite les six premiers mois et une copie jointe au rapport semestriel du projet. Par la suite, les évaluations se feront annuellement.
Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'OCLEI.

PIECES A FOURNIR

Le dossier de candidature devrait comporter les pièces suivantes :

- Une lettre de motivation adressée au Président de l'OCLEI ;
- Un CV actualisé ;
- Une copie certifiée conforme des diplômes de formation supérieure ou équivalences ;
- Trois (3) lettres de recommandation :
- Un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois.

DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature peuvent être envoyés ou déposés directement à l'une des adresses suivantes au plus tard le 20 mars 2022 à 16 heures GMT :

- A l'accueil de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ;
- Ou par courrier électronique (**louologuem@oclei.ml**).

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'Assistant des Ressources humaines, Place CAN, face à la station Total, Hamdallaye ACI 2000-Bamako.

Aucune soumission ne sera acceptée après la date limite indiquée.

Des interviews par un jury seront organisées avec les candidats présélectionnés. Les candidats présélectionnés pour les interviews seront informés dans un délai de 15 jours après la date de soumission des candidatures.

Bonne chance.

Forum Mondial de l'Eau : Les enjeux pour le Mali vus par l'IRC-WASH Mali

Après son report en 2021, pour cause de la pandémie à Coronavirus, le Forum Mondial de l'Eau s'ouvre ce lundi 21 mars à Diamniadio, Dakar. Le thème de cette 9e édition porte sur « la sécurité de l'eau pour la paix et le développement ». A quelques jours de l'évènement, le Centre de référence international pour l'eau et l'Assainissement (IRC-Wash Mali) dégage quelques enjeux pour le Mali.

Le 9e forum mondial de l'eau de Dakar engagera les réflexions entre acteurs politiques, institutions multilatérales, universitaires, société civile et secteur privé sur quatre priorités.

Il s'agit notamment de la sécurité de l'eau et de l'assainissement, l'eau pour le développement rural, la coopération et les « outils et moyens » incluant les questions cruciales du financement, de la gouvernance, de la gestion des connaissances et des innovations.

Des axes « qui constituent des priorités pour l'Afrique, mais aussi pour le monde dans sa globalité », selon le Conseil Mondial de l'Eau.

Première en Afrique sub-saharienne, l'évènement mondial attend plus de 20 000 participants. Au Mali, les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales évoluant dans le secteur accordent une attention particulière sur le thème central de ce 9e forum : la sécurité de l'eau pour la paix et le développement.

La thématique rime parfaitement avec le contexte du Mali, selon Dr. Afou Chantal Bengaly Traoré, coordinatrice-pays du Centre de Référence international pour l'Eau et l'Assainissement (IRC-Wash Mali). Elle s'explique « Le pays, depuis quelques années déjà, est marqué par la rareté des ressources en eau due aux effets du changement climatique, les conflits et les déplacements massifs des populations et les actions anthropiques qui contribuent fortement à la dégradation de la qualité de l'eau. Tous ces facteurs accentuent le stress hydrique, créant ainsi des tensions et des conflits autour des zones où la ressource est disponible », a souligné la coordinatrice-pays d'IRC-Wash Mali.

Elle poursuit et précise que « le maintien de la paix et le développement ne peuvent être aboutis sans garantir la sécurité de l'eau qui, plaide-t-elle, doit être la responsabilité de tout un chacun. « La vie de la population malienne dépend fortement de la disponibilité des ressources en eau en qualité et quantité suffisante ».

De l'avis de Dr. Afou Chantal Bengaly Traoré, « la participation du Mali au forum mondial de l'eau doit être soldée par des actions concrètes et coordonnées de tous les acteurs du secteur pour sauvegarder les ressources en eau et fournir des services durables à toutes les couches sociales du pays. Selon Dr. Bengaly, il est essentiel que les efforts convergent « pour une gestion durable des ressources et assurer la continuité de la vie ».

Nouveau tournant

Du 21 au 26 mars, le Sénégal et le Conseil Mondial de l'Eau ambitionnent d'organiser au Centre international de conférences Abdou Diouf (Cicad) de Diamniadio, Dakar, « un forum différent, aux niveaux social, politique et économique. Un forum qui soit un catalyseur d'action pour accélérer l'accès universel à l'eau ».

Le forum, qualifié de « forum des réponses » par les organisateurs, prévoit des échanges sur l'avenir de l'assainissement. Un village spécifique y sera dédié, avait informé le secrétaire exécutif et co-président du forum, Abdoulaye Sène, lors d'une de ses rencontres avec la presse, en visioconférence, avant le report du forum en 2022.

Ce village consacré à l'assainissement sera une innovation qui apportera un nouveau tournant dans le domaine, pense la coordinatrice-pays IRC-Wash. « Il pourrait être aussi un facteur conduisant à rendre l'assainissement aussi prioritaire que l'eau dans les différents états d'Afrique et du monde », estime-t-elle.

Pour qui «depuis fort longtemps, l'eau a accaparé la priorité dans la fourniture des services Eau, hygiène et assainissement (EHA), reléguant ainsi l'assainissement au second plan »

L'IRC-Wash Mali, à travers sa coordinatrice-pays, ose espérer que le forum de Dakar soit « aussi le déclenchement d'une impulsion politique dans toute l'Afrique rendant ainsi un nouveau souffle au sous-secteur de l'assainissement ».

Avec un taux national des services améliorés d'eau de 83 % contre 20 % pour les services sécurisés d'assainissement en milieu rural, (rapport JMP 2020 du Mali), la coordinatrice de l'institut plaide, en premier lieu, pour le financement du Wash dans les centres de santé et les écoles pour le cas du Mali. Il urge également, selon elle, d'allouer plus de financement pour l'atteinte des ODDS d'ici 2030.

Kadiatou Mouyi Doumbia
Source : Mali Tribune

Dr. Madou Cissé, Enseignant-chercheur, sur l'avenir du FCFA : « Il faut rompre »

Doit-on quitter la zone Franc ? Au moment où la question sur l'avenir du F CFA attise les échanges au Mali, l'enseignant chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Bamako (FSEG). Dr. Madou Cissé, dans cette interview ci-dessous, dit-oui mais, cependant, y met un bémol. L'auteur des ouvrages microéconomie I et II porte également son regard sur le système monétaire ouest africain, la place de la monnaie dans une économie, les avantages et les inconvénients du F CFA et sur la monnaie unique régionale, Eco.

Mali-Tribune : Quel est le système monétaire ouest africain ?

Dr. Madou Cissé : Le système ouest africain, comme tous les autres systèmes d'ailleurs, est bâti autour de deux éléments. Dans le cas de l'Afrique de l'Ouest, c'est l'UEMOA. Cette zone a comme banque centrale la BCEAO. Elle a en sa disposition au moins 152 banques de second rang et d'établissements financiers avec leurs succursales qui s'occupent maintenant de la gestion monétaire.

La banque centrale chapote tout ce qui est émission de banque, sécurisation et vérification des moyens de payement. Les banques de second rang mettent en place la création monétaire.

Mali-Tribune : En combien de temps peut-on battre notre monnaie ?

Dr. M. C. : Battre sa propre monnaie n'est pas hyper compliqué dans la mesure où il y a déjà des pays à travers le monde qui ont leur monnaie locale. Mais on doit comprendre que la monnaie est avant tout politique. Ce sont les politiques qui doivent décider de cette question.

Si, par exemple, le Mali décide de mettre en place sa propre monnaie, il faudrait que l'exécutif émette cette idée et que le CNT, la représentation nationale, la valide.

Il faut un peu de temps pour échanger les F CFA en circulation par la nouvelle monnaie. Nous n'allons pas nous mettre dans la dynamique d'abord de créer sa propre imprimerie parce que ça demande beaucoup de temps, de technicité et de ressources.

On peut commencer déjà à battre monnaie et la faire fabriquer ailleurs comme la Guinée le fait en Angleterre, la Mauritanie en Allemagne...

C'est la mise en place de l'imprimerie qui pose problème, sinon battre monnaie ne prend pas assez de temps. Il suffit d'une volonté politique accompagnée d'une productivité en termes de travail des citoyens.

Mali-Tribune : Quelle est la place de la monnaie dans une économie ?

Dr. M. C. : La monnaie remplit 3 fonctions principales édictées par Aristote au moins 300 ans avant Jésus-Christ.

La monnaie est unité de compte parce qu'elle permet d'établir les ordres de grandeur entre les biens et les services. Elle sert de moyens d'échange et enfin de valeur de réserve. C'est pour cette raison d'ailleurs qu'elle est considérée par certains chercheurs comme la plus grande invention de l'humanité.

Mali-Tribune : Quels sont les avantages et les inconvénients du F CFA ?

Dr. M. C. : Les avantages et les inconvénients d'une monnaie dépendent surtout de ses politiques de mise en œuvre.

Le F CFA a un avantage intrinsèque. Le F CFA, dans sa mise en œuvre, est dans une situation de parité fixe. Le fait que nous avons opté pour une parité fixe du F CFA vis-à-vis d'une monnaie internationale qui est convertible à savoir le l'Euro, rend les activités commerciales certaines. C'est-à-dire que les commerçants maliens et étrangers sont mis à l'abri de l'incertitude. C'est vraiment l'avantage incontournable du F CFA.
L'inconvénient majeur aussi de cet avantage est que le F CFA, à travers sa politique de gestion, ne permet pas de l'utiliser comme un outil de politique de relance économique.

Mali-Tribune : La question revient le plus souvent au cours des discussions. Pourquoi le F CFA est-il imprimé en France ?
Dr. M. C. : C'est l'historique. Après la seconde guerre mondiale, il y a eu l'instauration du dollar comme l'étalon principal des échanges à travers le monde parce qu'avant 1944, il y avait la parité fixe orientée vers l'or. A la création des institutions de Breton Wood en 1944, le Dollar a joué ce rôle de supra monnaie sur le plan international indexé à l'or.
A partir de là, les Etats d'Afrique de l'ouest n'étaient pas indépendants, donc utilisaient le F CFA, sous un autre nom. C'est le 26 décembre 1945 que la France a instauré le F CFA sous l'appellation Franc des Colonies d'Afrique. Le F CFA était une monnaie de la France. Le pays a une banque centrale qui a des imprimeries et c'est elle qui imprimait.
Donc après les indépendances, par des accords, l'appellation a été changée, mais les Africains de l'ouest n'ont pas voulu changer d'imprimeur. C'est tout.
Mais on peut changer d'imprimeur et aller en Allemagne, Angleterre ou Suisse. C'est une question de coût bénéfice qu'il faudrait voir peut être.

Mali-Tribune : A son accession à l'indépendance, le Mali avait pourtant créé sa propre monnaie. Pourquoi le pays a réintégré la zone franc sous le régime du général Moussa Traoré ?
Dr. M. C. : Le Mali a réintégré le F CFA bien avant la chute du président Modibo Keita même si, on avait le F CFA. C'est la conversion totale, enlever le Franc malien et ramener le F CFA, a été vraiment faite sous Moussa Traoré.
Le Mali a réintégré le F CFA parce que l'économie était mourante. Quand on détient sa monnaie, il y a une incitation très forte à faire jouer la planche à billet.
Comme il n'y a pas de garantie dernière, une fois que l'exécutif est coincé, il peut fabriquer autant de monnaie qu'il veut et le mettre en circulation. Lorsqu'il y a une théorie assez puissante qui existe et dit que quand vous continuez à fabriquer de la monnaie et qu'il y ait un déséquilibre entre la quantité de la monnaie fabriquée et la quantité des biens et services qui sont vendus, ça va amener une inflation et l'hyper inflation, si possible.
Une fois que les prix montent et atteignent un certain niveau, il y a trois conséquences majeures : les salaires ne vont pas avoir assez de poids. Le deuxième problème, les biens et services vont également perdre la valeur parce que le rapport entre les biens et services vont changer. Le troisième problème c'est que les capitaux aussi n'auront pas assez de valeur.
Ce sont ces éléments qui ont fait que comme il y avait beaucoup de Franc malien à cette époque en circulation et qu'on n'arrivait pas à gérer notre monnaie, ça fait basculer l'économie.
N'oublions pas aussi qu'il y avait des ennemies du Mali qui fabriquaient aussi les faux billets maliens pour les mettre en circulation afin de faire monter la monnaie en circulation, exploser la masse monétaire.
Tous ces éléments ont plombé le Franc malien et poussé le Mali vers la porte de sortie. On a été obligé d'intégrer la zone Franc où, la gestion était collégiale et pilotée quelque part par la France. Ça fait qu'il avait plus de stabilité là-bas.

Mali-Tribune : Doit-on quitter la zone Franc ?
Dr. M. C. : En économie, il y a deux types de questions. Le premier type, ce sont des questions relevant de l'économie positive.
L'économie positive, c'est toutes les questions économiques qui poussent les économistes à faire soit une description, soit une prévision. Généralement, les économistes n'ont pas de problème et vous remarquerez qu'ils convergent tous vers la même direction.
Si vous voyez que votre question pose beaucoup de problèmes et attise les passions en Afrique de l'ouest parce qu'en réalité c'est une question d'économie normative.
Quand la question est d'ordre économie normative, il n'y a pas de bonne réponse. C'est pour cela vous verrez des grands économistes qui soutiennent qu'il faut rester dans la zone franc et d'autres vous disent qu'il faut en sortir. Parce que tout simplement c'est une question qui les pousse à prescrire.

Mali-Tribune : Quelle est votre disposition sur la question ?
Dr. M. C. : En tant qu'économiste malien et africain, ma réponse c'est un grand oui avec un petit non.
Le oui. Pourquoi ? Parce que le bon sens souhaite que toute nation gère sa propre monnaie. Sortir de la zone, le Mali en tant que tel, il ne faut pas l'envisager. Mais abandonner le F CFA en tant que communauté et créer sa propre monnaie, c'est là où je dis un grand oui. Le petit non, à condition que nous ayons notre propre imprimerie. Si nous devons sortir de la zone Franc pour aller imprimer notre monnaie ailleurs, ce n'est pas intéressant.
Si vous regardez les 15 pays de la CEDEAO, 8 pays de l'UEMOA ont une monnaie commune. Les sept autres ont tous leur monnaie.
Quand vous prenez les chiffres économiques, les grands indicateurs, ces pays ne font pas mieux que les pays de l'UEMOA. Presqu'on fait plus de croissance que beaucoup de ces pays. On finance plus notre économie que certains. Le bon sens nous exige que nous abandonnions soit le F CFA, soit que nous fassions sortir la France du Franc F CFA.

Mali-Tribune : Etes-vous d'avis pour remplacer le F CFA par la monnaie unique de la CEDEAO, l'Eco ?
Dr. M. C. : Il faudrait qu'on sorte d'abord de la zone Franc. Tout compte fait, il faut rompre avec le fonctionnement du F CFA tel qu'il est fait sous le contrôle direct ou indirect de la France. Il faut aller vers l'indépendance monétaire mais, en groupe. C'est une question de bons sens. A mon avis, ce bon sens pareil plus important, utile et plus judicieux pour nous que de rester dans le FCFA.

Recueillis par
Kadiatou Mouyi Doumbia
Source : Mali Tribune

Fête de coton à Koutiala : Le Président Assimi invite à maintenir le cap

Le Mali a battu le record en Afrique en termes de production cotonnière et de rendement au titre de la saison agricole 2021-2022. Le Mali devient ainsi le premier producteur de coton en Afrique avec 160 000 tonnes de coton graine. Une telle prouesse se fête dans toute nation. Les maliens ont célébré cette performance engrangée par les cotonculteurs. La cérémonie était placée sous la présidence, du colonel Assimi Goïta, président de la Transition. C'était, le samedi 19 mars 2022, à Koutiala en présence du président du Conseil National de Transition.

Le président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta et à sa délégation ont été reçu en grande pompe par la population de la capitale de l'or blanc, Koutiala. Accueilli à sa descente d'avion par le ministre du Développement Rural, les autorités politiques et coutumières, le président de la Transition s'est plié à une des traditions de la culture malienne qui consiste à rendre visite aux autorités coutumières et solliciter leur bénédiction. Ensuite, le président de la Transition et sa délégation se sont dirigés au stade de Koutiala ou une masse compacte les attendait. Le stade en effet, rempli comme un œuf, a refusé du monde.

Le coton reste l'un des piliers essentiels de notre économie et Koutiala reste un symbole dans l'histoire du coton dans notre pays. La zone encadrée par la CMDT couvre une superficie de 134 518 km2, regroupe 3266 villages administratifs repartis entre 235 communes et abrite une population d'environ 4 428 000 habitants.

Le gouvernement de Transition, pour assurer la relance de la culture du coton a consenti de gros efforts. Il s'agit notamment : du remboursement cumulé de 86,8 milliards de francs CFA sur un montant total de 109 milliards d'arriérés de subvention des engrais du système coton hérité des gouvernements précédents, la gestion avec succès de la crise de la filière coton née du boycott de la culture du coton par les producteurs au cours de la campagne

2020/2021 pour diverses raisons à travers la tenue des Assises Nationales sur le coton. Ces assises ont abouti à trois recommandations phares qui ont effectivement été mises en œuvre, à savoir la fixation d'un prix d'achat de coton incitatif à 280 francs CFA/kg pour le 1er choix, le maintien de la subvention des principaux engrais du système coton à 11 000 FCFA/sac de 50 kg et la mise en place d'un bureau transitoire xxx en attendant des élections transparentes.

Le ministre du Développement rural, Modibo Keita a indiqué que le gouvernement a subventionné les besoins complémentaires en engrais de 89 000 tonnes pour un montant total de 14,867 milliards de francs CFA et du prix d'achat de la coton graine à raison de 30 francs CFA/kg, soit 24,600 milliards de francs CFA. Le cumul de ces efforts au titre de la campagne 2021/2022 est de 39,467 milliards de francs CFA. La filière coton à travers l'interprofession a subventionné au titre de la campagne 2021/2022, les intrants d'amendement (chaux agricole, Fertinova, engrais organiques), les pesticides et les appareils de traitement pour un montant de 11,430 milliards de francs CFA. Aussi, il a annoncé que la campagne de commercialisation et d'égrenage 2021/2022 est en cours depuis le 14 octobre 2021. Les cadences journalières d'égrenage ont atteint des pics records de plus de 6 000 tonnes. Quant à la qualité, la filière coton enregistre à cette date 78,75% de grade de tête sur une prévision de 77,41%. Le paiement des recettes coton aux producteurs s'effectue normalement. A la date du 1er mars 2022, il a été versé au titre de paiement coton, un montant de 114,818 milliards de francs CFA contre seulement 27,154 milliards la campagne précédente.

Le président de la transition, Assimi Goita a remercié les producteurs de coton pour la promesse tenue. Le Mali est redevenu premier producteur de coton en Afrique et les producteurs de coton ont montré l'exemple pour tout le Mali. Comme vous le savez, il y avait des difficultés liées au mauvais prix du kg de coton et la cherté des intrants. Le problème a pu être résolu grâce aux efforts du gouvernement et des opérateurs économiques. Le Mali kura signifie la réalisation de grandes performances pour les maliens. Il est important que les maliens s'inspirent de l'exemple des producteurs pour poser les fondements de la refondation dans tous les secteurs de la vie de la nation. « **J'invite les maliens à l'union sacrée autour de la patrie. La première priorité des autorités de la transition est de ramener la sécurité sur toute l'étendue du territoire national. J'invite les maliens à soutenir sans faille les forces armées maliennes. Nous devons tirer les leçons du passé** », a-t-il martelé.

Ibrahim SANOGO

Conseil d'administration de l'IZSEJB : Placé sous le signe du renouveau

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Pr Amadou Keita, a présidée, le jeudi 17 mars 2022, la 4e session ordinaire du Conseil d'Administration de l'Institut Zayed des Sciences Économiques et Juridiques de Bamako (IZSEJB). Objectif : analyser de façon approfondie les activités menées afin de mesurer les performances de la direction de l'Institut et d'apprécier les résultats atteints.

Au cours de cette session, les membres du conseil d'administration ont eu à adopter le compte rendu de la 3ème session ordinaire du conseil, évaluer l'état d'exécution des recommandations formulées, examiner le tableau de suivi de la mise en œuvre du plan d'actions 2020, être informé sur le Contrat Annuel de Performance, examiner et adopter le plan d'actions 2021, examiner le rapport d'exécution du budget 2020 et adopter le projet de budget 2021.

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Pr Amadou Keita, à l'entame de ses propos introductifs a fait savoir que c'est avec un sentiment particulier qu'il retrouve les administrateurs de l'Institut qui l'orientent pour des performances dans l'intérêt de la politique du gouvernement en matière de formation et de recherche scientifique. L'Institut Zayed des Sciences Économiques et Juridiques de Bamako, est la confirmation de l'expression de la volonté de diversification de l'offre de formation, en vue de couvrir à la fois tous les segments des défis du développement de notre pays mais aussi toutes les couches de la société malienne. « **L'Institut, du haut de son statut de seule institution d'enseignement supérieur et de recherche couvrant les questions en lien avec la culture et la religion musulmanes dans notre pays, se doit d'être à l'avant-garde des débats d'idées sur les transformations sociales relevant de ces questions. Autrement dit, l'institut doit pouvoir former et mobiliser des chercheurs maliens, maitrisant ou non la langue arabe et ses subtilités culturelles, capables de produire de la connaissance sur le fait cultuel et ses interactions avec notre pays et notre société en constante évolution. C'est au prix de cette intense recherche et de ce questionnement constant que l'Université malienne aura réussi sa mission et compris sa raison d'être dans un environnement mouvant où des enjeux de plusieurs ordres s'entrechoquent** », a révélé le ministre Keita.

Et d'enchainer que la recommandation d'une mutualisation, aussi bien des ressources infrastructurelles qu'humaines, doit être un réflexe de gouvernance pour l'ensemble des IES publiques.

Par ailleurs, le ministre Amadou Keita a adressé ses chaleureux remerciements aux partenaires de l'instituts dont la fondation Shek Zayed bin sultan Nahayān, pour la concrétisation de la vision d'un partenariat multiforme au service du développement de l'enseignement supérieur au Mali.

Enfin, le ministre Keita a sollicité les administrateurs de l'Institut à l'accompagner dans ses missions de formation pour l'insertion d'une couche de notre jeunesse, trop souvent en marge de la mise en œuvre des politiques d'insertion professionnelle, que sont les arabisants. Et de finir par les engager dans une analyse sans complaisance des réalisations de l'année écoulée et dans la capitalisation en vue d'une projection, en termes d'activités et de budget, pour la nouvelle année 2022.

Ibrahim SANOGO

Maison Z'ELLE : Femme lève-toi pour ta nation

La directrice de la maison Z'Elles, en partenariat avec l'International FDE a organisé une session de formation pour outiller les femmes à prendre en mains leur vie et participer activement à leur développement socio-économique et professionnel.
Les conférencières venues du Canada, du Tchad et de Bamako ont partagé leur expertise avec les femmes de Bamako et en particulier de l'Église de Niamana.
Dans un discours émouvant, Madame Suzy Eloundou a tenu à informer ses sœurs en christ du Mali, qu'elle a tout abandonné au Canada, mari et enfants pour venir partager avec ses sœurs maliennes ce que la vie lui a donné.
La Maison Z'Elles est une inspiration Divine, car c'est le Seigneur qui me l'a mise à cœur. Il a aussi suscité cet esprit à toute une équipe de braves hommes et de femmes dynamiques qui ont cru et qui continuent de croire en ce beau projet a poursuivi Mme Suzy.
Son Amour pour la Femme en général et la Femme chrétienne d'Afrique en particulier est ce qu'elle a de plus cher.
Pour Madame Suzy, la création de la Maison Z'Elles est le fruit de l'Esprit Saint qui lui a été insufflé et c'est là, toute sa fierté. C'est pourquoi, elle a dédié la Maison Z'ELLES à toutes les femmes du monde et surtout à celles du Mali.

Afin que la femme Africaine puisse s'épanouir et développer son plein potentiel, la Maison Z'Elles s'est fixée pour mission : de l'accompagner spirituellement, de lui offrir des formations pratiques, de la valoriser, de développer son autonomie financière et, de développer sa fibre entrepreneuriale.
Pour que la femme Africaine soit épanouie, il lui faut posséder des clés du succès. À travers l'entreprenariat Chrétien, elle pourra améliorer son image afin d'influencer des nations et ainsi, c'est l'Afrique tout entière qui en sortira grandie.
Les participantes venues en grand nombre, ont donc profité de l'expertise et l'expérience des excellentes conférencières venues de loin pour les entretenir sur les thèmes extrêmement importants pour leur vie quotidienne.
Elles sont des femmes chrétiennes très dynamiques, hautement professionnelles dans leurs domaines respectifs et qui ont à cœur l'évolution de la Femme chrétienne en Afrique.
« À vous tous et à vous toutes, chers invités, je vous souhaite une excellente journée en espérant que les formations de ce jour vous seront utiles dans votre vie chrétienne.
FEMMES, LEVE-TOI POUR TA NATION, j'allais dire levons nous pour notre nation.
Je vous remercie pour votre aimable attention! QUE LE SEIGNEUR VOUS BÉNISSE !!! ». C'est avec ces mots que Madame Suzy a ouvert le séminaire de formation sur développement socio-économique et professionnel de la femme.

Karamoko B KEITA

SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- Nettoyage et protection des meubles en cuir
- Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

Boubou Cissé : Ses velléités présidentielles se seraient-elles estompées ?

Oui, depuis le déferlement du tsunami financier qui a atteint sa vitesse de croisière à Bamako, le dernier premier ministre d'IBK a pris ses jambes au cou. Certaines mauvaises langues soutiennent qu'il a établi ses quartiers en Mauritanie et au Niger, en tous cas loin du Mali.

L'homme qui, au lendemain du coup d'État libérateur du 18 août 2020, a forcé la porte de l'URD qui l'a accueilli les bras ouverts, a t'il de réelles ambitions présidentielles? Ce parti qu'il dit avoir toujours aimé, depuis le vivant de Soumaila Cissé avec qui il entretenait d'étroits rapports, a du plomb dans l'aile à cause d'éternelles querelles interpersonnelles.

Boubou Cissé est réputé être un homme fortuné. Des milliards il en disposerait. Il aurait amassé tout ce patrimoine financier auprès de son père président déchu qui avait totalement confiance en lui .Ce dernier ayant réussi à prendre la poudre d'escampette n'a pas été arrêté. La suite on la connaît. Les charges ont été abandonnées le 02 mars 2021.Le dernier locataire de la primature sous IBK est jusqu'à la preuve du contraire un malien. A ce titre, il a tous les droits et toutes les prérogatives de briguer la magistrature suprême du pays. Si Mamadou Igor Diarra a toutes chances la confiance des militants du parti de la poignée des main pour occuper le palais de Koulouba au terme d'élections présidentielles préparées sans reproche ni murmure, Boubou Cissé, a-t-il oublié son séjour au ministère de l'économie et des finances qu'il a dirigé sans partage ils ont encore en mémoire le bras de fer qui l'a opposé aux enseignants autour de l'acceptation de l'article 39. Est-il superflu d'ajouter à cela la gestion unilatérale et peu orthodoxe des fonds Covid 19 ? On ne sait toujours pas où cet argent est parti. Les citoyens maliens voudraient qu'il explique clairement la destination prise par ces milliards donnés au Mali pour faire face à la pandémie foudroyante. Au cours des manifestations du M5 RFP et beaucoup d'autres associations qui ont finalement eu raison d'IBK et son régime honteux et vomi certains ministres. En attendant, l'intéressé serait parti du Mali certainement à cause des poursuites judiciaires lancées contre les cadres politiques civils militaires et anciens ministres du plus mauvais président que la République du Mali ait eu.

Si Boubou Cissé n'a rien à se reprocher en rapport avec les détournements financiers les plus odieux de l'histoire récente du Mali qu'il accepte en toute humilité de mettre un terme à son exil volontaire actuel pour venir s'installer dans son pays pour y affronter la justice en cas de besoin.

C'est la condition sine qua non de se blanchir à jamais et de s'appuyer sur une formation politique ou en défaut d'en créer lui-même pour se lancer à la conquête de Koulouba.

A l'URD les choses risquent d'être difficiles avec des adversaires de taille comme Demba Traoré, Mamadou Igor Diarra. Pour être président de la République.

Source : La Révélation

Leadership Féminin pour une Gouvernance Inclusive de la Sécurité dans le Sahel : WANEP s'implique

Les pays du Sahel sont confrontés depuis plusieurs années à une crise sécuritaire qui a motivé des réformes du secteur de la sécurité au Mali et dans bien d'autres pays de la région du Sahel comme le Niger et le Burkina Faso. En appui à ces initiatives gouvernementales et pour rendre ces réformes plus inclusives et participatives, l'Union Européenne à travers l'instrument ICsP s'est engagée à soutenir des actions locales visant à la mise en place d'un vivier d'expertes en matière de sécurité.

Ainsi, le Réseau Ouest Africain pour l'édification de la paix (WANEP) en partenariat avec le DDG/DRC a été commis pour traduire cette volonté en des actions concrètes. Ainsi, depuis mars 2019 les deux organisations, à travers une démarche inclusive et participative mettent en œuvre le « **Programme de Leadership Féminin pour une Gouvernance Inclusive de la Sécurité : Renforcer la Voix des femmes de la Société civile au Mali, Niger et Burkina Faso en matière de sécurité à travers la mise en place d'un vivier d'expertes** ». Le programme est mis en œuvre dans les trois pays par les secrétariats nationaux de WANEP au Mali, Niger et Burkina Faso en partenariat avec les bureaux pays de DDG/DRC.

En complément aux actions déjà réalisées et conformément au plan d'actions en cours, le projet a organisé une rencontre des points focaux des institutions qui travaillent dans le processus de Réforme du Secteur de la Sécurité **le 18 mars 2022 à Azalai hôtel Salam de Bamako**. Cette rencontre a permis de faire connaissance avec les points focaux des institutions et de mettre une relation en place pour faciliter les plaidoyers auprès des institutions.

Cette rencontre a pour objectif de faciliter la mise en relation (ou prise de connaissance) des membres du vivier avec les points focaux afin de renforcer les liens et faciliter les plaidoyers. Et aussi, de permettre aux membres du vivier de mieux connaitre les instituions qui travaillent dans le domaine de la RSS, présenter les objectifs du programme leadership féminin ainsi que d'échanger sur les attentes des membres du viviers vis à vis des points focaux et de valider avec les points focaux les dates des prochains rendez-vous pour les actions de plaidoyers et échanger sur le calendrier et les besoins des membres du vivier.

Après le discours d'accueil de la représentante de la Marie de la commune 3, Me Saran Keita, PCA de WANEP a pris la parole pour planter le décor. Dans son allocution, elle note avec regret que notre région a été secouée au cours de ces dernières années par une instabilité sécuritaire et politique caractérisée par des violences sans précédents, mettant en évidence la nécessité impérative de dialogues inclusifs pour des sorties de crises et des gouvernances politiques apaisées. Qu'en cela, la participation de toutes les couches de la société, y compris des femmes s'avère plus que nécessaire. Ceci est un droit fondamental, mais également un impératif démographique en ce sens que les femmes représentent plus de 50% de la population globale dans notre région.

Et Me Saran d'ajouter que c'est dans ce contexte que le Groupe Danois de Déminage (DDG) en partenariat avec le réseau WANEP à

travers des efforts conjugués mettent en œuvre depuis 2019 le « **Programme de Leadership Féminin (PLF) pour une Gouvernance Inclusive de la Sécurité dans le Sahel, au Mali, Niger et au Burkina Faso**». Ce programme financé par l'Union Européenne et le Global Affaires Canada, a pour but de renforcer la voix des femmes de la société civile en matière de sécurité à travers la mise en place d'un vivier d'expertise féminin.

Issue d'un programme de formation approfondie, il est attendu d'elles, de faire le plaidoyer au niveau des institutions qui travaillent dans le domaine de la RSS sur la prise en compte du genre.

Cependant, étant des femmes nouvellement formées sur le RSS, voulant travailler avec les institutions et faire des plaidoyers les membres du vivier ont donc besoin d'appui des points focaux que vous êtes pour faciliter leur liaison avec vos institutions.

A sa suite, le représentant du MPFEF a rappelé que durant la période de la COVID 19, les femmes et les filles sont de plus en plus exposées à plusieurs types de violences psychologiques, physiques et autres violences basées sur le genre. Elles ont également un impact sur les autres aspects de la sécurité sanitaire des femmes. En raison des restrictions des mouvements à cause de la COVID 19, les femmes ont de moins en moins d'accès aux services sanitaires, notamment ceux offrant les conditions élémentaires de la maternité. Des femmes dont le commerce régulier est un moyen de subsistance de même se retrouvent dans l'incapacité de répondre aux besoins de leurs familles et connaissent la précarité extrême menant à de graves crises alimentaires mais aussi et surtout empêchant bon nombre d'enfant d'aller à l'école. Oui, ces braves dames de nos villages et hameaux sont celles qui, par un courage inimitable, prennent en charge non seulement la subsistance de la famille mais aussi l'éducation des enfants.

Pour lui, cette rencontre permettra de faire connaissance avec les points focaux des institutions et de mettre une relation en place pour faciliter les plaidoyers auprès de leurs institutions.

Il a donc profité de l'occasion pour inviter les points focaux des ministères sectoriels et des directions à travailler avec les membres vivier (ces braves jeunes dames dynamiques) et à faire en sorte qu'elles soient intégrées dans toutes les initiatives gouvernementales pour que les besoins spécifiques des femmes et jeunes femmes en matière de sécurité soit au cœur des programmes et projets de notre pays.

A cet effet, des progrès ont été réalisés ces dernières années en termes de participation des femmes dans l'ordre de maintien de la paix et le respect de leurs droits tel que l'augmentation du nombre des femmes au niveau de la police, de la gendarmerie et comme garde dans le génie civil. Ces résultats ont été enregistrés, grâce à un effort conjugué avec la société civile et les partenaires technique et financier qui contribuent aux efforts de son département.

Karamoko B KEITA

Réussite de la transition : Les Minianka prient pour le Mali

Le premier ministre Dr Chogeul Kokalla Mali a pris part aux Journées de prières collectives pour la réussite de la transition. Elles ont été organisées par les 65 communes du Miniankiala toutes tendances religieuses confondues pour faire des bénédictions pour le Mali

A Moribila, dressées comme un seul homme derrière la Transition, les populations du Miniankala ont apporté leur soutien inconditionnel aux autorités de la Transition à travers l'organisation des journées dites de prières collectives pour la réussite de la Transition. Cette mobilisation est le couronnement des journées de prières et de bénédictions collectives débutées depuis le 14 janvier 2022. Le ton de cette cérémonie a été donné par une minute de silence en la mémoire cde toutes les victimes civiles et militaires de la crise que traverse le Mali. Cet acte de recueillement a été suivi de la montée des couleurs. Tour à tour les leaders religieux de toutes les confessions religieuses de la localité ont prié pour le Mali.

Le chef de village de Moribila, Daouda Goïta a exprimé toute sa satisfaction pour l'organisation d'une telle cérémonie. « **Nous remercions le président de la Transition et le Premier ministre pour leur détermination. Nous prions pour la réussite de la transition** », a-t-il dit.

Quant au maire de la commune rurale de Moribila, il a apporté son soutien indéfectible aux autorités de la transition. Aussi, il a rendu un vibrant hommage aux forces armées maliennes, avant de prier pour un retour de la sécurité et de la quiétude sur l'ensemble du territoire national du Mali.

La marraine de l'évènement non moins médiateur de la République, Sanogo Aminata Mallé a remercié le premier ministre pour sa présence à cette cérémonie qui est le couronnement des journées de bénédiction entamées depuis le 14 janvier 2022. « **Nous formulons les vœux pour une transition réussie, pour l'avènement du Mali nouveau auquel nous aspirons. Pour ce faire, soyons solidaires et tolérants pour permettre à notre Mali de retrouver sa grandeur. Puisse cette transition être la fin des crises en spirale qui affectent notre pays depuis des années et augurer un lendemain meilleur du vivre en commun et de prospérité. Cette espérance qui nous a réuni dans nos prières sans distinction de cultes en soutien aux autorités de la transition invite à une sortie urgente de crise pour la levée de l'embargo pour mettre fin aux calvaires des populations. Tel est le vœu ardent que nous formulons à la bienveillante attention des plus hautes autorités de la transition** », a-t-elle souhaité.

Visiblement satisfait de cette cérémonie, le chef du gouvernement, Dr Choguel Kokalla Maïga, a appelé les maliens à l'union des cœurs et des esprits. « **Les bénédictions ont été faites pour la transition, pour le président de la Transition, pour les autorités de la transition, je les considère comme des bénédictions qui viennent de toutes les communautés maliennes. Ça fait chaud au cœur parce que nous sentons que la principale force de cette transition réside dans le fait que le peuple malien dans son ensemble, dans son écrasante majorité, comprend, approuve, soutient et est d'accord avec ce que fait le gouvernement de transition. Le président a l'habitude de nous dire de façon régulière, il rappelle aux ministres que le centre de gravité du pouvoir de transition doit être le Peuple. Nous devons tout faire pour que le peuple ne soit pas déçu, pour que le peuple sente que nous sommes à son service. Nous avons besoin de deux choses le soutien sans faille, massif et les bénédictions. Parce que le savoir-faire politique, l'ingénierie de la stratégie de sortie de crise, de redressement du pays, nous savons le faire et nous le faisons, le gouvernement avec les autres institutions de la transition** », a-t-il conclu.

Ibrahim Sanogo
Envoyé spécial

Fin supposée de la Transition le 25 mars : Le Cadre d'Échange monte au créneau

Dans une Déclaration publiée ce week-end, le « Cadre d'Echange des Partis Politiques et Regroupements de Partis Politiques » s'est rappelé au bon souvenir des maliens par une « Déclaration liminaire sur l'évolution de la situation socio-politique du Mali » qui ressemble à bien des égards à une déclaration de guerre à la Transition. Conscient sans doute de son isolement, le cadre dit adopter désormais « **une démarche participative et constructive, qui s'adresse à la classe politique dans son ensemble, à la société civile, aux démocrates, aux patriotes, aux leaders traditionnels et religieux et à l'ensemble des partenaires du Mali (CEDEAO, Union Africaine, Nations Unies, Union européenne...)** ».

Pour le Cadre, la fin de la transition reste maintenue au 25 mars, date au-delà de laquelle il appartiendra au « **Président de la République élu de conduire l'ensemble des missions que n'auraient pu exécuter les autorités de la Transition.** ». Mais, **pour ce regroupement, « malheureusement, depuis le deuxième coup d'État du 24 mai 2021 et la mise en place de l'actuel Gouvernement, il nous a été donné de constater une violation systématique des engagements pris vis à vis du Peuple et de la Communauté Internationale. Sous la conduite de ce Gouvernement, aucune action concrète n'a été entreprise dans le sens de l'organisation des élections, pour un retour à l'ordre constitutionnel. Une raison évidente de la rupture de confiance du Peuple et des partenaires du Mali... C'est dans ce contexte, qu'il a proposé un chronogramme inacceptable avec une prolongation de 5 ans que la CEDEAO a raisonnablement rejeté avec comme conséquences de lourdes sanctions qui frappent notre pays depuis le 9 janvier 2022** ».

Les opposants à la Transition, tout en disant regretter les sanctions infligées au Mali estiment que les autorités de la Transition en sont les seules responsables en raison de leur volonté manifeste de confiscation et de maintien au pouvoir en entretenant un flou artistique sur les délais assorti d'une gestion opaque et discriminatoire. Ils dénoncent également « **le clivage à cause de l'invective permanente contre la grande majorité de la classe politique** ».

Et pour que son appel à d'autres forces sociales et politique ne fasse chou blanc, le Cadre énumère les difficultés actuelles dont selon lui les violations des libertés (arrestations d'opposants et suspension de France 24 et de RFI) et celles à venir des populations victimes de « **la propagande et du populisme**».

Et pour faire clairement comprendre que nul n'est épargné, le Cadre cible le Chef de l'Etat qui « **peine à fixer le cap et à siffler la fin de l'escalade** », « **le CNT (qui) n'interpelle pas le Gouvernement sur la gestion catastrophique de l'isolement de notre pays et l'absence de mesures de soulagement**

des souffrances dus à l'embargo » et « **le Gouvernement (qui) étale à la face du monde son incapacité à conduire la transition vers la réalisation des vraies missions** ». Et de faire alors ses propositions de sortie de crise en forme de « **partage de gâteau** »

Le Cadre, « **Pour toutes ces raisons évoquées, politique, gouvernance, économique et Social, exige la mise en place, à compter du 25 mars 2022, une nouvelle Transition avec la mise en place d'un nouveau Conseil National de Transition (CNT) et d'un nouveau Gouvernement de mission conduit par un Premier ministre non partisan.**

La nouvelle transition, à partir de cette date, doit être neutre avec un programme clair, centré sur le renforcement de la sécurité pour l'intégrité du territoire national, le retour rapide de l'ordre constitutionnel normal à travers l'organisation d'élections libres, démocratiques et transparentes, l'apaisement du climat socio-politique, le renforcement de la relation entre notre pays avec ses partenaires.

La nouvelle Transition, que le Cadre exige, sera conduite par un nouveau Gouvernement de mission dirigé par un chef de gouvernement non partisan, consensuel, compétent, intègre et ayant une connaissance avérée des dynamiques politiques, économiques et sécuritaires du pays afin d'assurer une sortie honorable de notre pays de cette période de crise majeure unique dans l'histoire du Mali ».

Et le Cadre conclut, péremptoire « **Le 25 mars, si la situation politique déplorable de notre pays ne changeait pas, le Cadre se réserve le droit d'user de tous les moyens légaux pour défendre la Constitution et la République** ».

Un double défi lancé d'abord au Cadre lui-même et ensuite à la Transition.

Le 25 mars, c'est déjà demain.

Moctar Sow

Leadership et la participation des femmes à la refondation : WANEP-MALI et ses partenaires ouvrent le débat entre les générations

La commémoration de la journée internationale du 08 mars est le fruit d'un long combat des femmes pour la promotion et la défense des droits des femmes et le développement de leurs conditions de vie. Cette journée officialisée par les Nations Unies en 1977 trouve son origine dans les luttes des ouvrières et suffragettes de Saint-Pétersbourg au début du 20e siècle afin d'avoir des meilleures conditions de travail et le droit de vote. La Journée internationale de la femme est l'occasion d'appeler à des changements positifs et de célébrer les actes de courage et de détermination accomplis par les femmes ordinaires qui ont joué un rôle extraordinaire dans l'histoire de leur pays et de leur communauté dans toutes les sphères, qu'il s'agisse de la santé, de l'économie, de la sécurité ou encore de la protection sociale, la cohésion sociale et la gouvernance. Au titre du contexte malien, les femmes et les filles doivent être au cœur de la refondation au regard de leur fort nombre, plus de 51% de la population malienne.

La refondation du Mali ne peut se faire sans la moitié de sa population car elle limitera les progrès réalisés au cours des vingt dernières années. Sinon, elle accentuera les inégalités préexistantes surtout les préjugés et les clichés exposant ainsi les vulnérabilités des systèmes sociaux, politiques et économiques qui, à leur tour, amplifieront les effets négatifs sur les femmes.

En vue de contribuer à cette dynamique de célébration, le Groupe Danois de Déminage (DDG) en partenariat avec le Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP) entendent organiser une activité commémorative à travers le « Programme de Leadership Féminin (PLF) pour une Gouvernance Inclusive et Démocratique de la Sécurité dans le Sahel, au Mali, au Niger et au Burkina Faso ». Ce programme financé par l'Union Européenne et le GAC, a pour but de renforcer la voix des femmes de la société civile en matière de sécurité par la mise en place d'un vivier d'expertise féminin. Cette célébration de la journée du 8 mars s'est faite à travers un débat intergénérationnel, inscrit dans la mise en œuvre du plan d'action des membres du vivier d'expertise féminin du Mali, sous le thème : « **Conflit de leadership, au-delà des préjugés, l'importance de la mise en commun des efforts pour accroitre la participation des femmes dans le concert de la refondation du Mali ?**

Cette activité vise à aider les femmes à développer une vision commune autour des défis liés à leur participation effective dans la refondation du Mali.

Et spécifiquement d'échanger sur les préjugés que subissent les femmes dans leurs efforts de bonne gouvernance, de paix et de sécurité au Mali, identifier des pistes d'actions pour accroitre la participation des femmes dans le développement sociale, économique et politique, définir une vision commune et responsabiliser des femmes pour influencer le processus de refondation en cours et formuler des recommandations et suggérer des stratégies pour

l'engagement de la jeune génération vers un leadership actif et responsable.
Comme à l'accoutumé, les travaux ont été ouverts par le discours de bienvenue du représentant de la mairie de la commune 3 du district de Bamako.
Dans son discours, Me. **Saran KEÏTA**, PCA de WANEP a salué le leadership de Madame le ministre en charge de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille et à travers elles l'ensemble de son département pour les progrès remarquables accomplis dans le cadre la réalisation de l'agenda Femmes Paix et Sécurité.
Le Groupe Danois de Déminage (DDG) en partenariat avec le réseau WANEP rejoignent aujourd'hui, la communauté mondiale pour commémorer l'édition 2022 de la Journée Internationale des droits de la Femme à travers son programme dénommé « Programme de Leadership Féminin (PLF) pour une Gouvernance Inclusive de la Sécurité dans le Sahel, au Mali, Niger et au Burkina Faso ».
Ce programme financé par l'Union Européenne et Global Affaire Canada, a pour but de renforcer la voix des femmes de la société civile en matière de sécurité à travers la mise en place d'un vivier d'expertise féminin, a -t-elle ajouté.
Quant au représentant du Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, il a déclaré que cette année, au Mali, la célébration de la Journée Internationale de la Femme est placée sous le thème :« **l'égalité aujourd'hui pour un avenir durable** ». Ce thème nous interpelle tous à nous investir plus dans l'application de nos politiques, conventions, textes, résolutions et lois en faveur de l'égalité du genre pour faire avancer la condition de vie de nos populations.
L'égalité et l'autonomisation des femmes demeure l'un des objectifs principaux de notre département, et nous faisons en sorte qu'elle soit intégrée dans toutes les initiatives gouvernementales. A cet effet, des progrès ont été réalisés ces dernières années en termes d'inclusivité et de respect des droits des femmes. Ces résultats ont été enregistrés, grâce à un effort conjugué avec la société civile et les partenaires technique et financier, notamment le programme WIPNET de WANEP Mali, qui avec ses partenaires contribue aux efforts de notre département.
Le département perçoit à sa juste valeur l'organisation de cette activité en réponse aux recommandations de Madame le Ministre pour les festivités du 8 Mars édition 2022. Cela traduit la proximité et la considération que lui prouve le réseau WANEP-Mali et ses partenaires.
Avant, au nom du Ministre de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille, Madame Wadidié Founé Coulibaly, de souhaiter pleins succès au présent échanges et déclarer ouvert le débat intergénérationnel.

Karamoko B Keita

Aidez-nous à lutter contre le Terrorisme Contactez le Centre d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU TERRORISME AU MALI

Femmes et "métiers d'hommes" : Briser les barrières sociales

Elles sont de plus en plus nombreuses à pratiquer des métiers qui ont été longtemps considérés comme la chasse-gardée des hommes. Qu'en pense la société ? Comment vivent-elles ces défis ?

Dans la société malienne, la femme a été très longtemps considérée comme socle au foyer dont la vie se résumait aux tâches ménagères. Même s'il leur reste du chemin encore, force est de reconnaître que les luttes menées pour leur cause ou leur émancipation commencent à porter fruits.

De nos jours, beaucoup de femmes s'imposent et s'impliquent dans les domaines ou métiers longtemps réservés aux hommes : menuiserie, électricité, mécanique, chauffeur, ouvrier sur les chantiers de BTP...

Aminata Samaké est gardienne, agent de sécurité. « Après 3 tentatives au diplôme d'études fondamentales (DEF), j'ai fini par arrêter les études. J'ai décidé d'explorer d'autres horizons ». Pour elle, une femme ne doit pas toujours tout attendre des autres. « C'est pourquoi j'ai commencé à chercher des petits emplois par-ci, par-là. En son temps, ma mère faisait le service de nettoyage dans une structure quand elle ne pouvait pas y aller, j'allais à sa place faire le travail. Jusqu'à ce qu'un jour, un monsieur me voit passer et m'a demandé si je suis intéressée par le travail de gardiennage. J'ai sauté de joie et j'ai accepté d'aller faire l'entretien », raconte Aminata Samaké. « Ce que je gagne n'est pas beaucoup, mais, je préfère gagner ma vie à la sueur de mon front et je trouve que c'est mieux que de passer la journée à la maison »

« Je n'ai pas eu trop de méfiances ». Au contraire, l'entourage lui a manifesté de l'admiration.

Fanta Coumaré, conductrice de taxi confie son amour pour son travail. « J'ai toujours été passionnée par la conduite ». « Après mes études, j'ai donc décidé de passer le permis pour être chauffeur de taxi. J'exerce ce travail depuis 2019. Ma famille m'a également beaucoup soutenue et elle n'a jamais douté de moi », affirme notre interlocutrice.

Fily Diouwara est technicienne Froid et climatisation. « Après le DEF, je me suis inscrite dans une école professionnelle option Froid et climatisation ».
Aujourd'hui son quotidien se limite à la réparation des réfrigérateurs, des climatiseurs et des cuisinières.
« Étant l'ainée de ma famille, je ne pouvais m'offrir d'autres luxes que de me mettre au travail et aider ma famille. Pendant ma formation déjà, j'étais employée chez des professionnels du domaine. Avec l'aide de certaines personnes j'ai pu ouvrir ma propre structure. J'emploie deux hommes ».

Comment vivent-elles ces défis ?

« Au début, la plupart des gens étaient stupéfaits quand ils me croisaient et d'autres étaient moqueurs. Mais, je n'ai jamais tenu compte de ces petits détails et heureusement je circule tranquillement à travers Bamako », révèle Fanta Coumaré, chauffeur de taxi.
« Au début beaucoup de personnes ne me faisaient pas confiance à cause de mon genre. Je n'avais que des petits marchés. On avait peur de me confier les gros marchés », dévoile Fily Diouwara.
Le pire, selon elle, c'est quand il y a des offres d'emploi concernant le froid et la climatisation. « Lorsque nous postulons, la priorité est toujours donnée aux hommes, juste parce qu'on pense qu'ils sont aptes à mieux faire le travail que nous », déplore Fily. « Énormément de personnes m'ont dissuadé de devenir agent de sécurité, exercé majoritairement par les hommes », explique, de son côté, Aminata Samaké.
Malgré leurs efforts, malgré leurs courages et résistances pour exercer ces métiers dits « métiers d'hommes », ces braves dames subissent des jugements et des préjugés.
Nonobstant, les perceptions commencent à évoluer. Ousmane Ouattara, cadreur, pense qu'aujourd'hui, il n'y a pas de métier d'hommes ou de femmes. « Il faut juste comprendre que dans la vie que tout est question de choix. C'est-à-dire quand tu ambitionnes d'évoluer dans un domaine précis tu le fais peu importe que tu sois homme ou femme. Mais, il faut comprendre que la société impose certaines choses ».
Pour sa part, Hawa Dicko, lycéenne, pense que les femmes qui exercent des métiers

d'hommes sont des dures à cuire. « Je les admire pour leur courage et leur détermination. Les femmes ont toujours été considérées comme le sexe faible et les stéréotypes basés sur le genre ne cessent de pleuvoir. Si malgré les critiques elles continuent de les pratiquer et percer, il faut les saluer ».
Pour Habib, communicant, tout est question de passion. Il faut tenir compte de la réalité sociale du pays. « Personnellement, je ne vois pas d'inconvénients à ce que des femmes ou des hommes fassent certains métiers. »
Pour lui, que la femme soit technicienne de surface, agent de bureau, « l'essentiel est qu'elles entreprennent et s'épanouissent sans dépendre de qui que ce soit ».

Aminata Agaly Yattara

Cet article a été publié avec le soutien de JDH Journalistes des Droits Humains et NED
Source : Mali Tribune

Gambie : 7 soldats sénégalais libérés par des rebelles de Casamance

Des rebelles de Casamance (sud du Sénégal) ont libéré ce 14 février de l'autre côté de la frontière avec la Gambie les sept soldats sénégalais qu'ils retenaient prisonniers depuis un affrontement meurtrier le 24 janvier.

Les sept soldats sénégalais, membres de la mission militaire ouest-africaine en Gambie (Ecomig), ont été convoyés par des rebelles en un lieu proche du village gambien de Bajagar, où les attendaient des représentants de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'armée gambienne et d'une organisation catholique italienne médiatrice, la communauté de Sant'Egidio.

Les soldats sont partis à bord de véhicules de la Croix-Rouge. Celle-ci avait pu rendre visite aux captifs pendant leur détention, leur prodiguer des soins ponctuels et faire passer des nouvelles à leur famille, a-t-elle indiqué dans un communiqué. Ils sont "dans un bon état physique général", a indiqué l'état-major sénégalais dans un communiqué.

Ils avaient été capturés au cours d'un affrontement le 24 janvier par des hommes du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MDFC). Quatre soldats sénégalais avaient été tués, selon l'armée sénégalaise.

Le chef du MFDC, Salif Sadio, a déclaré la semaine dernière que les soldats sénégalais venus de Gambie avaient traversé la frontière et attaqué ses bases en Casamance.

L'armée sénégalaise a, elle, assuré que la confrontation avait eu lieu au cours d'une opération contre le trafic de bois, auquel elle accuse les rebelles casamançais de prendre part. Une mission de vérification de la CEDEAO, des forces gambiennes et du détachement sénégalais a confirmé que "l'attaque s'était bien déroulée en territoire gambien", selon l'état-major sénégalais.

"Au nom du général Salif Sadio, qui, pour des raisons personnelles, n'a pas pu être présent aujourd'hui, le MFDC libère les sept otages sénégalais", a déclaré, lors de la cérémonie de libération, Alouseyni Sagna, un porte-parole du MFDC, mouvement éclaté en plusieurs factions politiques et militaires dont une, armée, est dirigée par Salif Sadio.

L'un des représentants de la CEDEAO, Claude Kondor, a rapporté que le MFDC n'avait réclamé aucune contrepartie. Salif Sadio lui avait dit son intention de libérer les prisonniers sans rien demander quand ils se sont rencontrés, "et c'est exactement ce qu'il a fait", a dit M. Kondor, parlant de "signe de paix au sein de la CEDEAO".

Un responsable du MFDC, Pape Sané, a cependant prévenu au cours de la même cérémonie que l'organisation ne supporterait pas d'intrusion de forces sénégalaises sous couvert d'Ecomig sur ce qu'elle considère comme ses terres. "Ces prisonniers ont dit qu'ils étaient de l'Ecomig, mais sur leurs montres est inscrit Sénégal, ce qui veut dire qu'on nous a attaqués", a-t-il dit. "Salif prévient que cela ne doit pas se reproduire", a-t-il ajouté.

Les hommes de Salif Sadio avaient déjà libéré en décembre 2012 cinq soldats sénégalais capturés un an plus tôt lors d'une attaque contre un cantonnement militaire dans la localité de Kabeum, à 60 km au nord-ouest de Ziguinchor. La communauté Sant'Egidio avait déjà joué les médiatrices à l'époque.

Cet affrontement est l'un des évènements les plus graves des dernières années dans le conflit casamançais.

La Casamance est le théâtre d'un des plus vieux conflits d'Afrique depuis que des indépendantistes ont pris le maquis après la répression d'une marche en décembre 1982.

Après avoir fait des milliers de victimes et ravagé l'économie, le conflit a persisté à basse intensité. Le Sénégal s'emploie à normaliser la situation et a entrepris de réinstaller les déplacés.

Source : TV5Monde

Armée- Vaste offensive de sécurisation et de démantèlement en Casamance : Chronique d'une opération « Karangué » à l'arme lourde !

Jamais, jusque-là, l'Armée nationale n'avait mobilisé autant de forces d'élite dans une opération que pour celle en cours en Casamance. Et précisément dans le Nord-Sindian où des compagnies de parachutistes, de commandos et d'artilleurs appuyées par des avions de chasse, de bombardement et de reconnaissance déversent un déluge de feu sur des bases rebelles. Cette offensive de grande ampleur en zone rebelle vise à laver l'affront que le chef de gang Salif Sadio avait infligé aux braves soldats de la CEDEAO en Gambie à travers la prise d'otages et le meurtre de militaires sénégalais en opération de maintien de la paix sous bannière communautaire en Gambie. « Le Témoin » quotidien félicite le président de la République Macky Sall, chef suprême des armées, pour avoir exaucé les vœux des citoyens c'est-à-dire lancer l'assaut final contre ces ex-rebelles indépendantistes ayant dérivé vers des activités maffieuses de trafic de chanvre indien et de coupe clandestine de bois. Entre autres...

Dans un entretien accordé à une radio allemande, le président Macky Sall s'était d'abord félicité du dénouement heureux de l'affaire des soldats sénégalais capturés par Salif Sadio, l'un des chefs rebelles du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (Mfdc) « Permettez-moi de remercier toutes ces personnes qui ont rendu cette libération possible ! » avait-il déclaré avant de manifester sa détermination à lutter contre le trafic de bois, notamment en Casamance. « Quel que soit le prix à payer, le Sénégal va préserver ses forêts » avait vigoureusement martelé le chef de l'Etat.

En saisissant cette balle de guerre au rebond, « Le Témoin » avait souhaité que la mort de nos soldats en mission de la CEDEAO ne soit pas passée par pertes et profits au nom d'une soi-disant paix en Casamance. Nous ne savions pas si bien dire puisque que le Chef suprême des armées a exaucé nos vœux de citoyenneté en donnant l'ordre de déclencher des opérations de sécurisation et de démantèlement des bases rebelles en Casamance. Résultat : une opération de sécurisation d'une ampleur inédite en Casamance puisque jamais, auparavant, l'Armée n'avait mobilisé autant de forces d'élite que durant celle en cours dans le Nord-Sindian, c'est-à-dire dans le département de Bignona et plus précisément dans la zone frontalière avec la Gambie. Depuis dimanche, des compagnies de paras, de commandos, d'artilleurs ainsi que des éléments du 3e Bataillon d'Infanterie sont déployées dans cette partie de la Casamance. Appuyés par des avions de chasse, de bombardement et de reconnaissance, nos braves soldats sont en train de mener des opérations de ratissage et de sécurisation ponctuées par des tirs d'obus. Ces intenses pilonnages à l'artillerie lourde relayés par des mitrailleuses sont perceptibles à plus de 50 km à la ronde, nous confie un habitant de la zone. « Cette puissance de feu a fait fuir les populations civiles vers les villages frontaliers en Gambie. Bien que les populations soient épargnées par l'Armée, elles ont peur des détonations et autres déflagrations. Il est vrai que les enjeux de paix et de sécurité en valent la chandelle ! Et

surtout pour les paisibles paysans que nous sommes et qui cohabitons dans la peur avec des rebelles, des narcotrafiquants, des coupeurs de route etc » a indiqué ce villageois joint par « Le Témoin ».

Faut-il capturer Salif Sadio mort ou vif ?

L'offensive d'envergure menée en ce moment par l'Armée vise surtout à laver l'affront que le chef de gang Salif Sadio avait infligé aux sept soldats de la mission de la CEDEAO en Gambie qu'il avait capturés après avoir tué quatre de leurs camarades. Un affront que les autorités de l'Armée ont juré de laver. Avec des moyens impressionnants ! Sur le terrain, en tout cas, la progression des différentes unités engagées dans l'opération est fulgurante. En moins de quarante-huit heures, nous révèle-t-on, elles ont déjà démantelé plusieurs bases rebelles. Des bases arrière dans les villages de Diounor, Djilanfar, Tampindour, Karounor, Kapa et autres sanctuaires près de la frontière avec la Gambie. De jour comme de nuit, nos soldats multiplient les opérations de ratissage pour déloger et traquer les bandes de voyous qui entretiennent une économie criminelle tournant autour du trafic illicite de noix d'anacarde et de chanvre indien mais aussi de la coupe illégale de bois et de la contrebande de marchandises. Sans compter les braquages en tous genres. Selon de nombreux observateurs et médiateurs interrogés par « Le Témoin » quotidien, si la solution à l'insécurité et à la criminalité en Casamance doit forcément passer par la capture mort ou vif de Salif Sadio, il faudrait en passer par là ! Des observateurs et médiateurs qui semblent lassés, épuisés et dépités par des négociations à n'en plus finir. Ce, depuis plus de quarante (40) ans ! Des négociations de paix souvent matérialisées par des cessez-le-feu toujours rompus, torpillés et sabotés par des maitres chanteurs, des ravisseurs, des braqueurs et autres affairistes. En choisissant de rompre de la manière que l'on sait — le meurtre de quatre soldats accompagné d'une prise en otages de sept autres — un cessez-le-feu tacite qui était observé depuis l'accession du président Macky Sall au pouvoir en 2012, le chef de guerre Salif Sadio a donc déclaré la guerre au Sénégal. Et doit en assumer toutes les conséquences !

Diplomates de brousse, pas de drapeau blanc !

Rappelons-le, en pleine forêt d'un village frontalier situé entre la Gambie et le Sénégal, sept militaires sénégalais du contingent de la CEDEAO avaient été capturés par le chef rebelle Salif Sadio avant d'être libérés. Sains et saufs ! Au cours de l'embuscade dans laquelle ils étaient tombés, quatre « Diambars » avaient perdu la vie. Certes, nous avions tous salué les fruits des négociations diplomatiques ayant abouti à la libération des otages. Des tractations secrètes dont le seul objectif, dans le cas d'espèce, était le sauvetage de vies humaines. Dans ces affaires de prises d'otages, en effet, la diplomatie « parallèle » est le meilleur moyen d'aboutir à une issue heureuse. Et apparemment, Dakar s'était mis à l'écart des négociations ayant débouché sur la libération de nos soldats. La raison en était sans doute que le président de la République était dépité et dégoûté par les agissements audacieux et criminels des « combattants » du Mfdc. En réalité, des malfaiteurs agissant en bandes organisées, qui pillent les boutiques, coupent les routes, braquent les automobilistes, attaquent les forces républicaines, déciment les forêts et se livrent à la culture de cannabis. Face à ces provocations et exactions du Mfdc, on se demandait d'ailleurs si notre pays disposait réellement d'une puissance de feu capable de rétablir l'ordre républicain dans cette région naturelle où sévit ce mouvement ? Et pourtant, le Sénégal dispose de redoutables outils de guerre comme l'atteste son rang de première puissance militaire sous-régionale. Seulement quand il s'agit de la zone militaire n° 5 (Casamance), l'Armée semblait toujours avoir les gâchettes verrouillées et les canons bouchés par l'autorité politique. Mais vu la détermination et l'engagement dont l'Armée fait montre actuellement en zone rebelle, nous sommes convaincus que tout cela appartient au passé. Toujours est-il que cette fois-ci, le président de la République Macky Sall, chef suprême des armées, s'est donné les moyens pour faire comprendre aux fossoyeurs de la paix que force restera à l'Armée !

Souhaitons que les « Monsieur-Casamance » et autres diplomates de brousse ne vont pas freiner les opérations militaires pour des négociations « pompiers », histoire de sauver les têtes de Salif Sadio et sa bande de ravisseurs. On sait en effet que ces drôles de médiateurs n'ont l'habitude de brandir le drapeau blanc (Cessez-le-feu) que lorsque les rebelles sont en mauvaise posture. Des rebelles qui, dès que l'Armée retire ses unités, reconstruisent leurs sanctuaires et reconstituent leurs « forces » de nuisance avant de recommencer leurs rackets, leurs exactions, leurs vols, leurs trafics, leurs kidnappings etc.

Une chose est tristement constatée, la pagaille, l'anarchie, l'impunité et le banditisme ont trop duré en Casamance. Et surtout dans le Nord-Sidian abritant des villages frontaliers avec la Gambie voisine, un pays receleur de malfaiteurs. Pour notre part, nous disons à nos militaires ceci : Allez les Jambaars, ramenez-nous la « Can de la Sécurité 2022 » ou le « Trophée de Guerre » à l'effigie SS (Salif Sadio) !

Source : Le Témoin

Football / éliminatoires coupe du monde Qatar 2022 : Voici la liste de Magassouba pour affronter la Tunisie

Le sélectionneur national, Mohamed Magassouba, a communiqué lors d'une conférence de presse tenue au grand hôtel, ce samedi 19 mars 2022, la liste des joueurs de l'équipe nationale seniors qui joueront contre la Tunisie pour le compte matchs de barrages de la coupe du monde Qatar 2022, le vendredi 25 mars prochain.

Voici la liste des sélectionnés :

Bosso Ibrahim Mounkoro
Ismaël Diarra Diawara
Djigui Diarra
Hamari Traoré
Mamadou Fofana
MassadioHaidara
Amadou Dante
Boubacar Kiki Kouyaté
Moussa Sissako
Senou Coulibaly
Almamy Touré
Cheick Traoré
Dadié Samassekou
Mohamed Camara
Lassana Coulibaly
Aliou Dieng
Amadou Haidara
Yves Bissouma
Abdoulaye Doucoure
Cheick Oumar Doucoure
Moussa Djenepo
Adama Traoré
Moussa Doumbia
Abdoulaye Diaby
Ibrahim Koné
Ibrahim Sissoko
Néné B Dorgelès
Saliou Guindo

Source : Bamada

Bélier (21 mars - 19 avril)

Le sextile Lune/Vénus encourage la créativité. Votre imagination et votre intuition sont très développées, les relations entre collègues sont excellentes, et Mars vous donne l'énergie pour prendre les initiatives à bon escient ! Vous êtes au top !

Vous avez des idées brillantes et votre bonne intuition vous permet de réaliser des transactions financières avec succès au sein de votre travail. Tout vous réussit, la période est faste dans ce domaine. Sachez savourer et apprécier ces moments glorieux !

Taureau (20 avril- 19 mai)

Il se peut que vous soyez intéressé par une formation, mais que les moyens financiers vous manquent. Aujourd'hui, pour obtenir des aides, vous n'hésitez pas à vous renseigner et à taper à toutes les portes. Cher natif, vous ne lâchez rien, bravo !

Vous partez du principe que l'argent est fait pour être dépensé, ce n'est pas faux, sauf que si vos finances sont un peu fragiles, jouer la prudence s'impose. La journée n'est pas la plus appropriée pour faire des placements, rien ne presse.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Réactif et bourré d'idées, vous serez prêt à jeter votre emploi actuel aux orties pour prendre une voie radicalement différente... Un vrai tournant... après avoir assuré vos arrières ! Téméraire, mais pas insouciant, enfin pas complètement... Protégé par la Nouvelle Lune, rien de fâcheux ne viendra affecter la progression de vos revenus financiers. Heureusement, vos revenus professionnels seront assurés. Votre objectif pour 2020 ? Ne plus avoir de dettes au 31 décembre 2020 !

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Le changement concerne plusieurs collègues. Vous voilà dans une situation ou vous n'êtes pas seul. Une décision venant d'un chef peut changer votre carrière ! Votre service peut fermer et un nouveau poste vous est proposé ! Il faut réagir vite pour l'avoir !

La sagesse est la meilleure conseillère ! À la recherche de la stabilité, vous espérez que cela dure. Les astres en Capricorne vous rendent lucide ! Pour vos proches, vous passez pour un radin ! N'écoutez pas les rumeurs, gardez une bonne gestion !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre réussite professionnelle est en route ! La triple conjonction Mars/Jupiter/Pluton est située dans le domaine du travail, et se trouve reliée positivement à Vénus, également dans le domaine professionnel ! Cette configuration est un excellent présage.

Vous devriez faire confiance à votre belle intuition du moment concernant notamment vos finances. Mais aujourd'hui la générosité l'emporte, et les cadeaux en tout genre fusent ! Gare aux dépenses, ne vous laissez pas envahir par votre grandeur d'âme !

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est le moment de consolider vos relations de travail et de faire jouer votre carnet d'adresses. Ne restez pas sur vos acquis, vous avez besoin d'évoluer et d'apprendre. Si la tâche s'avère difficile, accrochez-vous, vous ne regretterez pas.

Aujourd'hui, cher ami Vierge, vos finances retrouvent un équilibre. Certes ce n'est pas sans effort de votre part, mais en essayant de garder ce rythme de croisière, vous évitez les difficultés financières. Vos erreurs devraient vous servir de leçon.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Grâce à des synergies efficaces, votre travail sera, aujourd'hui en tout cas, de haute volée. Confiance et motivation... Il vous faudra cela pour faire face au programme chargé qui vous attend. Vous apprendrez que votre employeur est content de vous.

Vous aurez l'impression d'être une vache à lait que tout le monde exploite. Calmement, mais fermement, vous allez resserrer les mailles de votre budget. Vous chercherez à savoir où passe votre argent et pourquoi vous n'arrivez pas à économiser davantage.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Un de vos chefs pourrait vous convoquer pour une proposition. La chance est à votre porte. Un contrat peut vous être proposé. Lisez tout de même les termes. Une clause peut s'y cacher. Avant de signer, réfléchissez. Cela vous évitera une erreur de parcours.

Le salaire part vite. Dans la journée, il fond à vue d'oeil. Refaire votre garde-robe est la cause principale de vos achats ! Les sommes dépensées sont importantes. Il y a un risque de découvert passager. Il est bien difficile de résister à ces frais !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Un léger découragement peut vous surprendre au travail. Le carré Uranus/Saturne que vous subissez dans le domaine professionnel vous enlève votre persévérance, vous avez l'impression que tout se ligue contre vous. Les initiatives sont à éviter.

Avec Jupiter dans le domaine de l'argent, en maison 2, une certaine prudence est de mise. Effectivement, vous avez une légère tendance à vivre au-dessus de vos moyens. Vos gains peuvent être florissants, n'en abusez pas plus que de raison, restez vigilant.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous avez besoin de changer d'air, votre travail ne vous convient plus ou ne vous correspond plus. L'idée fait son chemin, vous ne pensez plus qu'à cela. Vous demandez conseil à vos proches, vous avez besoin de connaître leur avis. Vous pourriez négocier un contrat ou faire un investissement, les placements vous rapportent un peu d'argent. Si ce n'est pas suffisant, pour le moment c'est déjà pas mal. Une acquisition immobilière vous fait gagner gros à long terme.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Si vous arrivez en fin de cycle dans votre métier ou si on vous refuse les moyens d'évoluer à votre convenance, vous serez à l'affût de nouvelles opportunités professionnelles. Changer, oui, mais pour aller où ? Pas de solution pour l'instant...

Si vous habitez près d'une frontière, vous pourrez effectuer vos courses et autres achats à l'étranger. En effet, après de savants calculs, vous vous êtes rendu compte que vous pouviez économiser par mois une jolie somme. Il n'y a pas de petits profits.

Poisson (19 février - 21 mars)

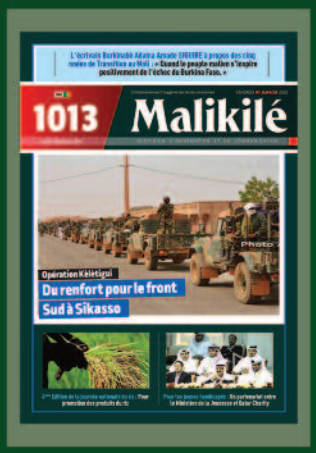
Il est possible que vous ayez envie d'une nouvelle activité. Le désir de changer de poste ou d'entreprise arrive avec l'ambiance. Une dégradation d'une bonne atmosphère motive vos démarches. Écoutez vos envies profondes. Il manque un épanouissement.

Il règne une atmosphère frustrante. Vous compensez avec des achats soudains. L'impulsivité règne et le compte en banque en subit les conséquences. Échelonnez le règlement, histoire d'éviter un déséquilibre. Les produits de soins ou décoratifs vous séduisent.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com